

# REGARDS CROISÉS SUR QUATRE LIEUX DE COOPERATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE PLAINE COMMUNE (93)



Mai 2017

Réalisé par Cécile Offroy



Action soutenue par :





# TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>5</b>
<b>Le contexte de l'étude .....</b>	<b>5</b>
<b>Objectifs de l'étude .....</b>	<b>5</b>
<b>Les lieux étudiés.....</b>	<b>6</b>
<b>Méthodologie.....</b>	<b>7</b>
Phase qualitative (2015) .....	7
Phase quantitative (2016).....	7
<b>PRÉSENTATION DES RÉSULTATS .....</b>	<b>9</b>
<b>1. Genèse et fonctionnement des lieux.....</b>	<b>9</b>
Des espaces de réappropriation citoyenne sur un territoire en reconversion .....	9
De l'autogestion à la professionnalité : une grande diversité des modes de gouvernance et organisationnels.....	11
<b>2. Les dynamiques collectives et leur impact sur les parcours professionnels des résidents.....</b>	<b>13</b>
Des espaces mutualisés de travail et d'apprentissages .....	13
Des espaces de coopération et d'échanges économiques monétaires et non monétaires.....	15
<b>3. De l'impact social et territorial des lieux intermédiaires .....</b>	<b>18</b>
Des espaces d'intermédiation qui contribuent à la réduction d'inégalités et à la qualité de vie .....	18
Des lieux qui contribuent au dynamisme économique et de l'emploi sur le territoire de Plaine Commune.....	21
<b>ELÉMENTS CONCLUSIFS.....</b>	<b>27</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>29</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>31</b>



## ► INTRODUCTION

### LE CONTEXTE DE L'ÉTUDE

Lieux alternatifs, hybrides, indépendants ou « intermédiaires » (Lextrait, 2001), « friches culturelles » (Henry, 2010), espaces-projets, fabriques artistiques ou encore « nouveaux territoires de l'art » (Kahn & Lextrait, 2005), les dénominations sont nombreuses et volatiles pour désigner ces lieux culturels atypiques, au croisement des arts et des sociétés, qui se sont multipliés depuis les années 1960-70 aux Etats-Unis, puis en Europe et de par le monde (Thuriot, 2002). « La pluralité des situations, la volonté déterminée de ne pas les enfermer dans un label explique, bien entendu, l'impossibilité politique de résumer avec un mot-valise ou un groupe nominal qualifié une expérimentation en train de se faire. » (Lextrait, 2001)

Protéiformes et hétérogènes, ces espaces de travail, de création et parfois de diffusion artistique et culturelle sont des espaces partagés, réunissant des praticiens artistiques ou culturels pour des durées plus ou moins longues, proposant des locaux (voire des services) mutualisés à destination de leurs résidents et, plus largement, des artistes et des habitants du territoire. Ils s'inscrivent dans un vaste ensemble de lieux « non institutionnels, multiculturels, accueillant des collectifs d'artistes, souvent implantés sur des friches industrielles et dans leur grande majorité dans des quartiers défavorisés. Leur objectif est d'aller à la rencontre du public quel que soit le lieu (...) et de créer ainsi une mixité sociale par des initiatives à tarification très réduite voire parfois gratuite dans un climat de convivialité » (Rapport Ceser, 2015).

Ces lieux trouvent plus largement leur place dans un courant où se multiplient et s'amplifient expérimentations collectives et initiatives coopératives. « D'autres utopies mettent l'art à contribution pour réenchanter la ville, ou entrevoient de nouvelles écologies urbaines qui laisseraient plus de place aux sociabilités et à la participation active des citoyens. Tous ces imaginaires agissent sur les pratiques sociales, mais de façon fragmentée, et souvent avec une faible visibilité » (Bureau & Lallement, 2015). Les lieux de coopération artistiques et culturels n'échappent pas à cette faible reconnaissance. Malgré l'intérêt ou la fascination qu'ils suscitent, ils demeurent bien souvent cantonnés à un rôle de trublions « underground » : leur capacité d'inventivité et d'adaptation est méconnue, leurs productions artistiques mésestimées, leur impact économique et social sur les parcours d'artistes et sur leurs territoires d'implantation largement minimisé. Bien qu'ils aient fait l'objet d'un certain nombre d'études et recherches fondatrices depuis la fin des années 1990, ils demeurent peu visibles dans le paysage, encore très institutionnalisé et normatif, des équipements culturels français.

### OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

En 2015, dans le cadre de leur mission d'observation et d'accompagnement du secteur culturel associatif, Opale et l'Ufisc ont proposé à la Communauté d'agglomération de Plaine Commune, située au nord-ouest de la Seine-Saint-Denis, de travailler à une **valorisation de quatre lieux collectifs pluridisciplinaires**, implantés sur le territoire intercommunal selon deux axes :

- La réalisation du présent **état des lieux**, qualitatif et quantitatif, visant à mieux appréhender l'impact social, économique et citoyen de ces espaces, ainsi que les problématiques qui les traversent ;
- L'organisation de **séminaires de formation-action entre pairs**, dans l'objectif d'accompagner ces lieux dans leur consolidation et sur leurs **enjeux de coopération**.

En effet, Plaine Commune considère la culture et la création comme fil rouge du développement de son territoire. Il s'agit en particulier de favoriser une économie créative en articulant industries

et politiques culturelles, en développant des locaux pour ces activités et en mettant en synergie artistes, acteurs culturels, économiques, universitaires, aménageurs et habitants.

Il convient de rappeler qu'au départ, six lieux intermédiaires du territoire avaient été pressentis et sollicités, mais que deux d'entre eux (La Briche et Poincaré) n'ont pas souhaité s'engager dans cette action au long cours, faute de ressources suffisantes.

## LES LIEUX ÉTUDIÉS



Ouvert depuis 2010, le **6b** est un lieu de création artistique et de diffusion qui « *souhaite être acteur du territoire sur lequel il est implanté. Le 6b propose un lieu de travail, de culture et d'échanges autour d'un modèle de fonctionnement original, où chacun développe son projet individuel en bénéficiant d'une dynamique collective.* » En 2015, le 6b réunit 160 résidents sur 7000 mètres carrés. « *Le lieu accueille des professionnels, des associations et des individus passionnés : artistes, architectes, musiciens, cinéastes, graphistes, artisans, travailleurs sociaux...* » qui exercent leur métier « *au sein d'une centaine d'ateliers et bureaux et participent à la vie des espaces communs de création, de convivialité et de diffusion (espace d'exposition, salle de projection, salle de danse, restaurant associatif...).*<sup>1</sup> »



La **Villa Mais d'ici** est une « *friche culturelle de proximité* »<sup>2</sup>. Elle est à la fois un lieu de création, de diffusion, de résidence. Elle a pour missions l'accompagnement des projets accueillis, la réalisation de projets qui s'inscrivent dans son environnement en lien avec les habitants du quartier et de la ville. Elle privilégie la dimension interculturelle, les arts vivants

et l'interdisciplinarité des artistes et des collectifs. Aux côtés de sa quarantaine de résidents permanents, la Villa accueille des résidences temporaires et loue ses espaces de manière ponctuelle. Les résidents contribuent au loyer et aux charges de l'ensemble du lieu, ils participent aux aménagements et à l'entretien des différents espaces, y compris collectifs.



**Les Poussières** est un lieu culturel alternatif, friche de création et lieu d'émulation citoyenne et associative. L'échange, le dialogue interculturel, la rencontre et l'ancrage territorial sont des valeurs essentielles de l'association, qui favorise le rassemblement des personnes en vue de la création d'œuvres collectives de l'esprit. Les activités des Poussières sont l'accueil et l'accompagnement de compagnies en résidence temporaire

(une dizaine par an) et l'organisation d'activités artistiques et citoyennes réunissant habitants d'Aubervilliers et projets artistiques autour de repas, d'ateliers, de soirées et d'événements. Une des actions emblématiques de l'association est la parade des lanternes, déambulation automnale

<sup>1</sup> Extrait du site internet du 6b, onglet « présentation ».

<sup>2</sup> Rapport d'activité 2015

dans Aubervilliers, qui a mobilisé en 2016 près de 200 habitants dans la confection des lanternes et plus de 1000 au sein du défilé, aux côtés de compagnies et d'artistes de rue.<sup>3</sup>



**Mains d'Œuvres** a pour but « d'animer un lieu de culture pour l'imagination artistique et citoyenne ». L'association accueille et soutient des artistes « émergents dans un environnement de travail propice à leur insertion professionnelle. (...) Le projet est fondé sur la conviction du rôle de l'art comme vecteur de développement personnel, d'épanouissement et de dialogue, d'initiatives, de création d'activités et d'emplois. »<sup>4</sup> Son

dispositif central est la résidence (une quarantaine d'entités accueillies chaque année en résidence longue ou courte, soit environ 250 personnes), mais aussi le suivi des artistes accueillis par une équipe de professionnels pluridisciplinaires, de la création à la diffusion des projets. Mains d'Œuvres est aussi un espace de diffusion et gère un bar-restaurant.

## MÉTHODOLOGIE

Opale a proposé, pour la réalisation de l'état des lieux, une méthodologie collaborative en deux phases, combinant approche qualitative et approche quantitative.

### Phase qualitative (2015)

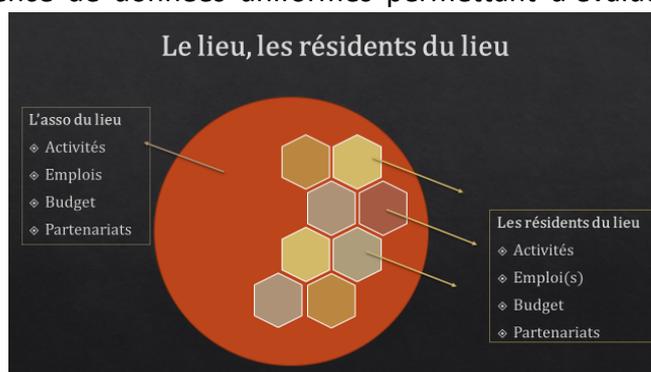
En octobre et novembre 2015, il a été procédé à des entretiens semi-directifs sur site, avec un ou plusieurs représentants de chaque lieu, principalement les salariés coordinateurs, parfois des résidents ou des membres dirigeants (voir guide d'entretien en annexe 2). Trois entretiens ont été menés par Cécile Offroy (Opale / Université Paris 13) et un par Laura Aufrère (Ufisc).

Le mois de décembre 2015 a été consacré à l'exploitation des données et à la rédaction d'une synthèse présentant nos premiers résultats.

### Phase quantitative (2016)

La phase qualitative a mis en évidence l'absence de données uniformes permettant d'évaluer précisément l'impact des lieux collectifs sur les parcours professionnels des résidents et sur leur territoire d'implantation. En concertation avec les lieux, il a été décidé de procéder à la production et à la collecte de données quantitatives, d'une part sur les lieux eux-mêmes, en tant qu'associations loi 1901 en charge du projet collectif et de la gestion des espaces ; d'autre part sur leurs résidents, en tant que structures juridiques autonomes habitant ces lieux et développant des activités économiques en propre.

Nous avons choisi de ne pas utiliser des catégories ou des indicateurs prédéfinis, mais de partir des processus à l'œuvre, selon un mouvement ascendant des lieux vers les catégories. Pour ce



<sup>3</sup> Rapport d'activité 2014

<sup>4</sup> Statuts de l'association

faire, un séminaire de travail a été organisé conjointement avec trois autres lieux intermédiaires situés en Nouvelle-Aquitaine, dans le but de construire des indicateurs significatifs de l'activité et de l'impact social et économique de ces espaces.

Les données relatives aux associations gérant les lieux ont été renseignées grâce aux rapports d'activité et documents comptables mis à disposition, et complétées avec l'aide des coordinateurs de lieux (voir tableau en annexe 4). Les données relatives à l'activité des résidents ont été recueillies par questionnaire (voir annexe 5), administré en ligne via formdesk et relayé par les coordinateurs de lieux. Les données ont été traitées par Priscilla Martin, statisticienne à Opale.

Le taux de réponse de l'enquête auprès des résidents atteint 53%, avec cependant des différences selon les lieux. Les données provenant du 6b ont été récupérées d'une autre enquête, menée en parallèle par des membres de l'association, si bien qu'elles sont incomplètes sur un certain nombre de questions.

Lieu	Nb de résidents	Nb de répondants	Taux de réponse
Villa Mais d'ici	40	16	40%
Mains d'Œuvres	31	31	100%
6b	160	75	48%
Poussières	5	3	60%
<b>Totaux</b>	<b>216</b>	<b>125</b>	<b>53%</b>

## ► PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

### 1. GENÈSE ET FONCTIONNEMENT DES LIEUX

#### Des espaces de réappropriation citoyenne sur un territoire en reconversion

##### → Des initiatives collectives, issues de la société civile

Nés en marge des institutions dans les années 2000 sous l'impulsion de collectifs ou de regroupements indépendants, les quatre lieux intermédiaires étudiés sont tous constitués en associations loi 1901. Ils s'apparentent à un ensemble d'initiatives « de la société civile, de collectifs, de groupes d'artistes » liées aux « mouvements culturels alternatifs », qui sont historiquement à l'origine de la création de lieux de fabrique depuis les années 1970 (Lucchini, 2012).

Leur genèse est néanmoins assez différente d'un lieu à l'autre. La Villa Mais d'ici (Aubervilliers) et le 6b (Saint-Denis) ont été investis dès leur origine par des collectifs d'artistes (de rue et des arts visuels pour la Villa Mais d'ici, de plasticiens et d'architectes pour le 6b) désireux de disposer d'espaces de travail à bas coût, à proximité immédiate de leur lieu d'habitation situé en proche banlieue parisienne. L'ancien théâtre de patronage où sont installées les Poussières a trouvé un second souffle dans le rêve de « maison de la culture solidaire » d'une compagnie de théâtre estudiantine. Mains d'Œuvres (Saint-Ouen) a pour sa part été initié par un trio de professionnels de la culture, parmi lesquels Fazette Bordage, fondatrice une quinzaine d'années plus tôt du Confort moderne à Poitiers, qui compte parmi les premières friches culturelles françaises.

##### → Plaine Commune : une désindustrialisation plutôt récente, à l'origine d'opportunités immobilières

Ces quatre lieux sont implantés dans des bâtiments désaffectés, construits dans les années 1920-1930 (à l'exception du 6b, érigé dans les années 1970), anciens locaux à vocation socioéducative ou liés au passé industriel du territoire. Ils s'inscrivent ainsi dans le mouvement des friches culturelles qui accompagne, depuis une quarantaine d'années, la reconversion des sites désindustrialisés. Le terme même de « friche » renvoie en effet à un paradoxe : « la friche industrielle évoque un espace vide et abandonné, tandis que la friche culturelle évoque une sorte d'entre-deux, qui porte encore les traces du passé mais mise sur un renouveau par de nouvelles activités. Pour employer le vocabulaire des géographes, il s'agit d'un lieu en cours de "reterritorialisation" et de "patrimonialisation" : dans ce lieu abandonné, la société met des valeurs et les artistes trouvent une source d'inspiration dans le *genius loci*. » (Lucchini, 2012).

A l'aube des années 2000, le territoire de Plaine Commune semble s'être imposé comme un vivier d'opportunités immobilières pour des projets de ce type, tant en termes d'espaces adaptés, rendus disponibles par la réorganisation des activités économiques, que par la proximité géographique et l'accessibilité de la capitale. Ainsi, les quatre lieux analysés ont ouvert entre 2001 (Mains d'Œuvres) et 2010 (le 6b), ce qui est relativement récent par rapport à l'émergence du mouvement des friches culturelles dans d'autres capitales européennes (Berlin, Amsterdam, Zürich...) et d'autres villes françaises. Ce « retard » tient sans doute pour partie à la pression foncière et spéculative à laquelle est soumise l'agglomération parisienne depuis plusieurs décennies, qui induit des implantations moins pérennes des lieux intermédiaires (à quelques exceptions près). On peut aussi faire l'hypothèse que la culture de l'autogestion, qui imprègne fortement le fonctionnement de ces lieux (cf. infra), est moins ancrée en France qu'en Suisse, en Allemagne ou en Italie, laquelle « a vu naître de nombreuses coopératives d'artistes du fait du

manque de soutien des collectivités publiques dans le domaine du spectacle vivant » (Thuriot, 2002).

→ **Des espaces précaires et vétustes, aménagés grâce aux moyens propres des résidents**

A l'exception de Mains d'Œuvres, dont les locaux sont propriété de la Ville de Saint-Ouen, les lieux étudiés appartiennent à des propriétaires privés : particulier pour la Villa Mais d'ici, association de gestion immobilière pour les Poussières et groupe industriel puis promoteur immobilier pour le 6b, situé au cœur d'un quartier en renouvellement urbain. Ces projets réussissent à se maintenir dans un environnement soumis, on l'a dit, à une forte pression immobilière. Dans le cas du 6b, la façade du bâtiment a été inscrite à l'inventaire des monuments historiques à la demande de la mairie et sa réhabilitation est prévue à la toute fin de l'opération immobilière (2020-21). Rien n'est encore arrêté, mais il n'est pas exclu que l'association puisse continuer à occuper les lieux. Mains d'Œuvres, dont le bail expirera en 2017, a amorcé une démarche de prospection d'un nouveau lieu à Aubervilliers, accompagnée par Plaine Commune.

Lors de l'installation dans les murs, il a généralement été possible de trouver un arrangement avec le propriétaire pour compenser les faibles moyens de l'association et la nécessité de réaliser des travaux d'aménagement : négociation ou franchise de loyer et transfert des obligations d'entretien au locataire. Cet « arrangement » est pourtant à double tranchant : la destination originelle et/ou l'ancienneté du bâti se traduit aussi en termes de vétusté (électricité, toiture, isolation), nécessitant d'importants travaux d'entretien, d'investissement et/ou de mise aux normes (incendie notamment), « difficiles (voire impossibles) [à mettre] en œuvre (...) sans le concours des pouvoirs publics » (Actes If, 2011). Ce sont par conséquent souvent les résidents qui permettent d'y pallier temporairement ou plus durablement : ainsi, la majeure partie des travaux d'aménagement réalisés avant 2013 à la Villa Mais d'ici ont été effectués grâce aux compétences de ses constructeurs de décors. Les compagnies fondatrices ont par conséquent longtemps bénéficié de remises sur les loyers au titre des apports en nature consentis, jusqu'à ce que les conditions d'occupation des locaux soient remises à plat en 2014, sous l'impulsion des résidents entrés plus récemment. Dans certains cas, ce sont cependant les conditions de travail des résidents ou l'économie des lieux qui en pâtissent. On pense par exemple à la panne d'ascenseur qu'a subie le 6b entre juillet 2012 et juillet 2014 ou au sinistre qui a affecté Mains d'Œuvres en 2010, endommageant gravement une partie des locaux (destruction des ateliers d'artistes plasticiens par un incendie), ou encore aux problèmes récurrents d'étanchéité des bâtiments. Dans tous les cas, le vieillissement et la mise en conformité du bâti pèsent lourdement sur les budgets, mais aussi sur la trésorerie des lieux.

## De l'autogestion à la professionnalité : une grande diversité des modes de gouvernance et organisationnels

### → Des instances dirigeantes investies et efficaces

Bien que tous ces lieux aient en commun d'être gérés par des associations loi 1901, leurs modalités de gouvernance, et plus encore de fonctionnement, s'avèrent assez différentes. Le nombre d'adhérents varie de 8 à près de 200 selon les lieux. Au 6b et à la Villa Mais d'ici, les résidents sont les premiers adhérents et les plus nombreux. C'est parmi eux que sont élus les représentants aux instances dirigeantes (bureau et conseil d'administration). Le CA intervient sur les « sujets touchy », sur les questions urgentes ou de fond, tandis que le bureau assure le suivi du lieu au quotidien. De manière générale, le fonctionnement des instances dirigeantes semble assez fluide dans les lieux étudiés. La présidence apparaît comme une fonction assez stable, fortement personnifiée, incarnée par des « anciens » ou des « fondateurs » des lieux, trait d'union entre les projets et la mémoire de l'association. Le conseil d'administration se renouvelle fréquemment et facilement, malgré « le turn-over des résidents » (pour les associations concernées) et, parfois, « l'absentéisme » des administrateurs.

### → Des fonctionnements collégiaux qui façonnent la vie associative, malgré des effets de seuil et des traditions gestionnaires différenciées

Les modalités d'adhésion diffèrent aussi d'un lieu à l'autre. Systématique pour les résidents du 6b et de la Villa Mais d'ici, elle est libre à l'association des Poussières, qui compte environ soixante-dix membres. L'association est en effet très attachée à considérer l'adhésion comme un acte volontaire : celle-ci n'est obligatoire ni pour prendre part aux activités, ni pour s'impliquer dans la vie du lieu. Un certain nombre d'activités (les bals par exemple) incombent à l'initiative des habitants qui fréquentent le lieu. Les activités sont coordonnées par des comités de pilotage composés de leurs initiateurs et de participants, appuyés par les salariés. L'association semble ainsi adopter un principe de « do-cratie », conférant le pouvoir non seulement à ceux qui la représentent, mais aussi à ceux qui la font vivre par leurs actions (Offroy, 2014). Autrement dit, le pouvoir ne s'exerce pas dans les seules instances formelles que constituent le bureau et le CA.

A la Villa Mais d'ici par exemple, l'organe principal de décision est « l'assemblée mensuelle des villageois, toujours suivie d'un repas. Beaucoup de choses passent par l'informel. Une fois qu'une idée a circulé, on la vote en assemblée. S'il y a une situation de crise, il y a 15 personnes prêtes à boire une bière pour en discuter. » « Entre dispositions à prendre, dispositifs à imaginer et disponibilité à préserver, (...) ces expériences se caractérisent donc par une grande libéralité dans la façon de prendre leurs dispositions et d'instaurer leurs dispositifs. La créativité, l'imagination, la prise de risque ne s'arrêtent pas au seuil du fonctionnement et de l'organisation, comme cela se produit si souvent, y compris dans des structures sociales et culturelles. Il existe un continuum (de valeurs et de principes) entre les engagements affichés (hospitalité, autonomie, participation, autogestion), les activités développées (singularité, envies et désirs, décloisonnement, remise en question) et les dispositifs de fonctionnement adoptés (collégialité, mouvement, ouverture, porosité). » (Nicolas-Le Strat, 2013)

Ces modes de gouvernance différenciés sont aussi le corollaire de la place qu'occupent les salariés dans l'organisation des lieux. La Villa Mais d'ici par exemple fonctionne selon un principe autogestionnaire assumé. Les salariés jouent un rôle de « courroie de transmission » entre les résidents. Les « fonctions de support » (Mintzberg, 1983), comprises comme les tâches

► *La participation des résidents aux réunions et débats internes varie de 81% à la Villa Mais d'ici à 18% au 6b.*

non productives nécessaires au bon fonctionnement du lieu (comptabilité, entretien, gestion des plannings, repas...), se répartissent entre les salariés et la centaine de personnes qui y résident. Le travail s'organise par ajustement mutuel et les conflits sont gérés par la voie de l'autorégulation collective. Si les racines autogestionnaires du 6b continuent d'irriguer durablement son fonctionnement, force est de constater l'impact d'un effet de seuil sur son organisation, avec 160 résidents permanents et 13 salariés en 2015. A cet effet de seuil s'ajoutent les conditions – plutôt solitaires et non salariées – dans lesquelles s'exerce l'activité des plasticiens, ce qui ne favorisent pas l'acculturation aux modes de gestion collectifs. Dans ce contexte, l'autorégulation ne suffit plus à garantir l'équité de la contribution des résidents au fonctionnement collectif, ni à résoudre les litiges. « L'investissement dans le projet collectif est le point le plus inégal, le plus compliqué. » La « posture consumériste » de certains résidents « amène les gens à être de mauvais payeurs » et confronte le 6b à des problèmes de vols et de dégradation des espaces communs. Un poste de responsable du recouvrement a été créé en 2015. Les salariés jouent ainsi un rôle d'interface et occupent la quasi-intégralité des fonctions de support (à l'exception de la gestion et de l'entretien des espaces mutualisés), ainsi que certaines fonctions productives (programmation des événements et technique notamment).

Le fonctionnement de Mains d'Œuvres est pour sa part extrêmement professionnalisé, ce qui l'apparente davantage aux standards de structuration du secteur. En effet, le projet de Mains d'Œuvres a ceci de spécifique que la fonction d'accompagnement à la professionnalisation d'artistes émergents y est centrale et construite sur la compétence de salariés permanents, là où ailleurs, c'est le collectif qui joue ce rôle de co-formation et d'insertion dans les réseaux. Par conséquent, les salariés y assument l'intégralité des tâches liées au fonctionnement et à la régulation du lieu dans un climat managérial participatif et horizontal, tandis que les artistes sont accueillis comme des usagers temporaires du lieu.

On constate ici la grande diversité des modes organisationnels des lieux étudiés, allant de l'autogestion à la professionnalité. Comme l'écrit Philippe Henry au sujet des friches culturelles, « historiquement situées au carrefour d'enjeux multiples, [ces lieux] se sont peu à peu constitués dans une précarité qui les a encore plus amenés à des modes d'organisation non standard. Tous ces éléments font de chaque friche culturelle une organisation de type « adhocratique », c'est-à-dire agencée selon la singularité de chaque situation. » (Henry, 2010) Malgré ces différences, il est intéressant de noter que l'organisation de ces lieux est partout en mouvement et connaît des ajustements permanents, qu'il s'agisse des règles collectives ou du cadre de travail (profils de postes, fonctions, pôles...).

Il faut aussi souligner qu'aucun des lieux étudiés n'est structuré autour d'une ligne hiérarchique instituée et verticale. Ainsi, comme le fait remarquer Pascal Nicolas-Le Strat, « les enjeux de gouvernance et d'organisation interpellent l'ensemble des acteurs et des activités. Ces enjeux ne relèvent pas d'une instance unique ou d'une fonction réservée (direction ou pilotage). Ils constituent une question commune, une question qui fait commun, de l'intérieur et par l'intérieur des pratiques. Les enjeux de gouvernance ne sont pas dissociables de ce qui se vit dans le lieu et des personnes qui y vivent. Ils émergent de partout, et de nulle part en particulier, et impliquent une grande diversité de registres : ils peuvent se traiter aussi bien en termes conceptuels, spatiaux, relationnels ou sensibles. Une question d'organisation ne se résout pas nécessairement en termes organisationnels, une question de gouvernance en termes politiques. » (Nicolas-Le Strat, 2013)

## 2. LES DYNAMIQUES COLLECTIVES ET LEUR IMPACT SUR LES PARCOURS PROFESSIONNELS DES RÉSIDENTS

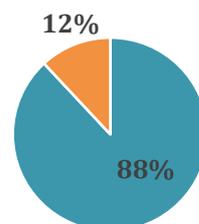
### Des espaces mutualisés de travail et d'apprentissages

#### → Des lieux où cohabitent 236 entités artistiques et culturelles différentes

Tous les lieux étudiés accueillent des artistes (et parfois d'autres travailleurs), soit un total de 236 entités artistiques et culturelles en 2015, dont 88% sont en résidence permanente.

La forme et les modalités de ces accueils varient d'un lieu à l'autre. Deux lieux, le 6b et la Villa Mais d'ici, proposent des résidences permanentes et non limitées dans le temps. Celles-ci se matérialisent par la mise à disposition d'espaces de travail individualisés, moyennant une participation aux frais proportionnelle à la surface occupée, comprise entre 9 et 11€ le mètre carré mensuel. Le 6b héberge ainsi en permanence 160 entités (soit 200 personnes) et la Villa Mais d'ici 40 entités (soit 180 personnes), auxquelles s'ajoutent les résidents temporaires. Outre les espaces individualisés, les résidents ont

#### Une nette majorité de résidents permanents



■ Résidents permanents  
■ Résidents temporaires

▶ **96%** des résidents utilisent des **espaces ou des équipements mutualisés**.

▶ Dans les **lieux de spectacle vivant**, les espaces les plus utilisés sont les salles de répétition et, s'il y a lieu comme à Mains d'Œuvres, les salles de spectacle. Inversement, au 6b, les **espaces d'exposition** sont utilisés par 41% des résidents.

▶ Les résidents utilisent également, en fonction de leurs activités, des **équipements spécifiques** comme la base bois de la Villa Mais d'ici (33% des résidents concernés) ou le véhicule du 6b (34%).

▶ 66% des résidents fréquentent **le restaurant ou le lieu de vie commun**.

▶ **30%** des résidents ont recours aux services d'administration ou de communication développés par les **équipes des lieux**.

accès à différents espaces mutualisés (salles de répétition, d'exposition, de sérigraphie, bases de construction, espaces de stockage, espaces de restauration, extérieurs...).

Mains d'Œuvres accueille et accompagne une trentaine d'équipes artistiques « en émergence » (soit environ 250 personnes) dans leur parcours de « professionnalisation » pour des résidences temporaires, allant de quelques jours à un an, renouvelables jusqu'à 3 ans. Ceux-ci représentent une trentaine d'entités artistiques par an, soit une centaine de personnes. Ils ont accès à un espace de coworking de 800 m<sup>2</sup> et aux espaces mutualisés. La participation aux frais varie entre 40 et 250€ par mois.

Enfin, les résidences aux Poussières concernent entre 5 et 10 compagnies chaque année, quel que soit l'avancement de leur projet, accueillies dans le théâtre pour des résidences ponctuelles (une quinzaine de jours en moyenne). Une participation aux frais symbolique leur est demandée, sauf lorsqu'elles s'inscrivent dans le cadre des Plateaux solidaires d'Arcadi.

#### → Co-formation informelle et développement de la professionnalité

Dans un contexte urbain dense, contraint par le manque d'espace et le prix des loyers, le faible coût de ces espaces compte parmi les motivations premières des résidents.

- ▶ *Les lieux représentent un **espace de travail à moindre coût pour 80% des répondants en moyenne. C'est notamment le cas au 6b, où cet item arrive en tête des motivations des résidents.***

La décision de partager et d'inscrire un moment de son parcours dans un lieu tel que ceux ici étudiés s'associe également à l'activation d'un « désir de produire et de vivre "autrement" », comme le souligne Marie Deniau : « un panorama du contexte dans lequel s'inscrivent les tendances à la mutualisation et à la coopération ne peut pas occulter le fait qu'elles coïncident avec la poussée de nouvelles attentes sociologiques de personnes qui souhaitent voir se multiplier les échanges non-lucratifs (...)

et se développer les circuits courts, ou qui sont attirées par les formes d'organisation en communautés de pratiques proposant des principes de participation active et de partage des idées, des connaissances et des savoir-faire; ou encore qui aspirent à un renouvellement des modes d'organisation du travail vers plus de coopération. » (Deniau, 2014).

En effet, les dynamiques collectives de ces lieux les situent comme des espaces de croisement des compétences et des regards qui, de l'avis général, relèvent d'une forme d'accompagnement solidaire et continu. Celle-ci est plus ou moins structurée ou diffuse en fonction de la formule d'accueil contractée avec le lieu : formalisée par l'équipe permanente à Mains d'Œuvres, elle est dispensée par les pairs dans les autres lieux. Elle comprend pêle-mêle conseils, coups de main, prêts et dons de matériel, transferts de connaissances et de compétences, co-formation... « Le partage des ressources à caractère principalement cognitif – connaissances, savoir-faire, informations, réflexions – (...) constitue une pratique

essentielle eu égard à l'importance grandissante de l'acquisition de savoirs et de compétences dans le cadre de l'économie de la connaissance et dans un contexte où l'incertitude quasi permanente aiguise les besoins de s'informer et de comprendre. (...). En se rapprochant et en coopérant, les organisations interrogent les expériences, confrontent leurs idées, discutent la norme, échangent les informations professionnelles et partagent les expertises artistiques. (...) La coopération et la mutualisation apparaissent ainsi comme des vecteurs d'apprentissages individuels et d'apprentissages collectifs via : soit des dispositifs destinés spécifiquement à cet usage (...), soit des rencontres informelles et des dynamiques d'échange de connaissances (...) que l'on pourrait résumer par l'aphorisme "apprendre en faisant". » (Deniau, 2014).

En d'autres termes, les dynamiques collectives soutiennent la professionnalité de ceux qui y travaillent, au sens d'une « expertise complexe et composite, encadrée par un système de références, valeurs et normes de mise en œuvre, ou pour parler plus simplement, un savoir et une déontologie (...) garantissant l'efficacité et la finalité sociale de l'activité professionnelle » (Aballéa, 1992).

- ▶ *Tous lieux confondus, 65% des résidents considèrent le lieu où ils travaillent comme un **lieu de convivialité et d'émulation.***

- ▶ *Près de 50% des résidents considèrent leur lieu de travail comme un **vivier de compétences et de collaborations**, 44% comme un **espace d'échange de savoirs, de formation** et 40% comme une **communauté de valeurs et d'état d'esprit.***

## Des espaces de coopération et d'échanges économiques monétaires et non monétaires

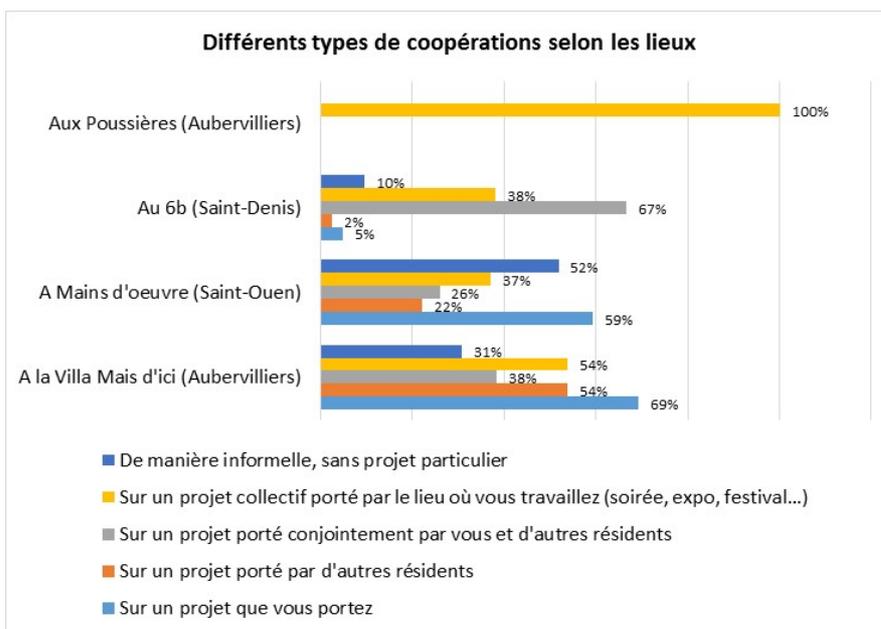
### → Des lieux de travail, mais aussi de coopérations multiformes

- ▶ **84% des répondants** déclarent collaborer avec d'autres résidents
- ▶ **56%** collaborent avec leurs pairs plusieurs fois par an.
- ▶ La Villa Mais d'ici est le lieu où les coopérations régulières (au moins une fois par mois) concernent la plus grande proportion de résidents (21%).

En clair, ces lieux ne peuvent être réduits à de simples espaces de co-working, juxtaposant des entités et des activités séparées et autonomes. Ils s'imposent comme des espaces de coopérations diversifiées entre résidents. Concrètement, celles-ci portent sur des objets différents selon les lieux. Aux Poussières, où les équipes sont en résidence ponctuelle et de courte durée, les résidents prennent part aux projets collectifs portés par le lieu (soirées, rencontres...). Au 6b, les résidents coopèrent principalement (à 67%)

sur des projets portés conjointement par plusieurs résidents et dans une moindre mesure (à 38%) sur les projets collectifs du lieu (portes ouvertes, festivals...). Les lieux étudiés jouent par conséquent un double rôle d'activateurs des synergies entre résidents et de catalyseurs des coopérations.

C'est à Mains d'Œuvres, et plus encore à la Villa Mais d'ici, que les formes de coopération sont les plus diversifiées. Elles concernent autant les projets à l'initiative d'un résident que les projets portés par plusieurs d'entre eux ou les projets collectifs portés par le lieu. On notera aussi, dans ces deux lieux, l'importance des coopérations informelles qui se développent entre résidents indépendamment d'un projet particulier. Il n'est



pas surprenant que leurs résidents citent les échanges d'informations et de compétences (à 76%) et les apports gracieux en compétences ou coups de mains (à 71%) au titre des formes de coopération qu'ils pratiquent le plus. Les résidents de la Villa Mais d'ici et de Mains d'Œuvres sont aussi 41% à mentionner le prêt ou le don de matériel. Les données sur la nature des coopérations entre résidents ne sont pas disponibles pour le 6b et les Poussières.

- ▶ **20%** des résidents indiquent que les coopérations donnent lieu à des **échanges monétaires** (sous-traitance, co-traitance, embauche de salariés...).
- ▶ Ils sont 46% à la seule Villa Mais d'ici.

Les coopérations ont donc un impact direct sur le modèle économique des résidents, dans la mesure où elles favorisent une économie réciproitaire qui concourt au développement de l'activité et à en faire baisser les coûts. Dans certains cas, elles revêtent aussi des formes monétaires : embauches croisées sur des projets, sous-

traitance, co-traitance, co-construction de projets... Dans une économie de projets, composée de très petites entreprises, « la proximité des entreprises porteuses de projets est un facteur déterminant de réussite parce qu'elle permet la circulation des idées, des informations et des ressources humaines » (Sagot-Duvaurox, 2012).

En effet, le secteur culturel, « constamment traversé de luttes de définition et de hiérarchisation symbolique et institutionnelle » (Henry, 2010), est marqué par la précarité d'une majorité des emplois et des activités (Menger, 2001) et par l'atomisation des structures et des travailleurs : le régime d'assurance chômage des intermittents compense l'alternance de périodes travaillées et

chômées dans les métiers du spectacle, tandis que de nombreux plasticiens vivent grâce au RSA et/ou à un emploi alimentaire (Gandanger, 2014). Pour mémoire, la part des travailleurs indépendants y est en constante progression.

Dans ce contexte, les espaces de travail étudiés induisent des solidarités et des flux socio-économiques plus ou moins formels, qui participent à la consolidation et au développement de l'activité de leurs membres, ainsi qu'à leur insertion ou leur maintien dans un réseau de pairs (Offroy, 2014).

- ▶ *Les résidents estiment de manière unanime (87% en moyenne) que les lieux leur permettent en premier lieu d'élargir leur réseau professionnel.*
- ▶ *L'élargissement du réseau personnel et amical, le renforcement des connaissances et compétences, le gain de visibilité et de notoriété sont les apports cités en seconde position avec un score de 41%.*
- ▶ *33% des résidents estiment que leur adhésion au lieu leur a permis de développer économiquement leur activité.*

### → Des échanges fructueux grâce à la cohabitation d'entités hétérogènes

Si leurs dénominations sont diverses et variées, cherchant à illustrer leurs singularités (« friche culturelle de proximité », « lieu de culture pour l'imagination artistique et citoyenne »...), ces quatre espaces se définissent tous comme des lieux de création et convoquent leur pluridisciplinarité. Ils ont en commun d'accueillir des praticiens issus de différentes disciplines artistiques (arts plastiques, arts de la rue, théâtre, musique, cinéma, danse...) et/ou privilégiant les croisements disciplinaires. Ils favorisent ainsi le « décroisement entre pratiques et milieux artistiques et [une] meilleure transversalité au profit [des] populations » (Henry, 2010).

Certains (le 6b, la Villa Mais d'ici) comptent aussi de manière permanente des entités artisanales ou périphériques au champ artistique et culturel (secteur social, éducation populaire, médias...). Comme le note Philippe Henry, « les friches culturelles peuvent vouloir rassembler plusieurs types d'organisations, relevant chacune d'objectifs spécifiques, mais aussi de compétences et d'environnements institutionnels et réglementaires particularisés. Un des exemples historiques reste l'UfaFabrik avec ses différentes organisations centrées sur les arts proprement dits (spectacle vivant et arts plastiques surtout, mais aussi cinéma), son centre familial et social de proximité (dont une ferme pour enfants), sa boulangerie, son café, son magasin d'alimentation naturelle et sa structure d'hébergement, ses activités en faveur de l'écologie et d'un développement soutenable. L'assez forte segmentation idéologique et institutionnelle des champs d'activité en France rend d'autant plus problématique cette perspective. Elle est bien pourtant au cœur de la conception plus hétéronome et globale de la notion de culture que ces lieux revendiquent historiquement. » (Henry, 2010).

L'hétérogénéité des acteurs réside aussi dans la taille et la surface des structures résidentes. Tous les lieux s'adressent à des entités professionnelles. Mais cette notion recouvre une signification hétérodoxe, ne désignant ni l'engagement dans une carrière, ni la reconnaissance des pairs, ni même le fait de tirer ses principaux moyens de subsistance de cette activité, mais plutôt un projet de vie : projet de professionnalisation dans le cas de Mains d'Œuvres, besoin de disposer d'un espace de travail quotidien pour le 6b. Il en découle une tolérance « à l'égard des plasticiens qui ont un boulot alimentaire à côté, et ils sont nombreux ! » et des horaires d'ouverture amples (7 jours sur 7, 24 heures sur 24 au 6b).

Pour un certain nombre d'artistes accueillis, ces lieux constituent donc un premier espace de travail, parfois de monstration. C'est par exemple le cas des plasticiens du 6b : « c'est souvent un

**Les indépendants, des artistes plasticiens en grande majorité et des travailleurs plutôt démunis**

- ▶ Le **chiffre d'affaire médian** pour les travailleurs indépendants de l'enquête s'élève à **14 000 euros** en 2015
- ▶ **41%** ont une **activité alimentaire en parallèle** et **28%** bénéficient d'**aides ou d'allocations** complémentaires à leurs revenus artistiques ou créatifs.

premier atelier, certains restent parce qu'ils aiment bien l'esprit du lieu, d'autres partent ailleurs quand ça commence à marcher, ils se rapprochent de Paris, ou au contraire quand ça ne décolle pas et qu'ils ne peuvent plus conserver un atelier ». Les lieux se pérennisent en dépit du turn-over des résidents, autour d'un « noyau dur » de fondateurs ou « d'anciens », souvent impliqués dans les instances associatives. Une diversité de pratiques, mais aussi de parcours, se niche donc dans ces espaces qui s'agencent et se ré-agencent à mesure du développement des projets.

**→ Un rôle dans l'économie des filières et des écosystèmes**

Bien que mixtes, les lieux étudiés se caractérisent par l'accueil d'un public prépondérant : 70% des résidents du 6b appartiennent aux champs des arts visuels, les Poussières accueillent principalement des compagnies de théâtre et la Villa Mais d'ici regroupe plutôt des acteurs des arts de la rue et de la musique.

Chaque lieu compte une dizaine à une vingtaine de métiers différents, œuvrant à la création, mais aussi à la production et à la mise en circulation des œuvres au sein des « mondes de l'art » (Becker, 1988). En tant que tels, les lieux jouent en outre un rôle dans la diffusion des œuvres de leurs résidents, mais aussi d'artistes extérieurs, en organisant des spectacles, des expositions, des concerts, des rencontres ou encore des festivals. Ils comptent une soixantaine de partenaires du monde de l'art et de la culture, qui soutiennent l'insertion des entités résidentes dans les filières artistiques et culturelles. 30% de ces partenariats se déploient à l'échelle régionale et 25% à l'échelle nationale et internationale, assurant la circulation des œuvres et des artistes. Les résidents quant à eux déclarent pour un quart trouver des débouchés à leurs activités au niveau local et départemental,

**Des entités de taille très différente**

- ▶ Les lieux accueillent des entités très hétérogènes, tant de par leurs formes juridiques (travailleurs indépendants, associations, structures commerciales, de droit public...) que par leurs tailles avec des budgets allant de **460 à 1 500 000 euros** et des équipes comptant de **0,25 à 13 ETP**.

**Une spécialisation par lieu**

- ▶ Les travailleurs indépendants sont plus nombreux au 6b où les plasticiens sont majoritaires, alors que les associations loi 1901 sont plus nombreuses à la Villa Mais d'ici, aux Poussières et à Mains d'Œuvres, qui accueillent davantage de travailleurs du spectacle vivant.

► **Une diversité de métiers**

*On dénombre plus d'une vingtaine de métiers différents dans les lieux étudiés : plasticiens, dessinateurs, réalisateurs, metteurs en scène, comédiens, marionnettistes, auteurs, illustrateurs, musiciens, producteurs, diffuseurs de spectacles, mais aussi comptables, constructeurs de décors, régisseurs, fabricant de planches de surf, tapissière, urbanistes, architectes, paysagistes, animateurs, éducateurs spécialisés...*

pour deux tiers au niveau régional et national et pour un tiers au niveau international. Les différentes échelles coexistent chez la plupart des résidents. L'un des lieux, Mains d'Œuvres, est délibérément structuré dans cette perspective de mise en réseau : organisée par pôles (arts visuels, cultures numériques, danse, musique, théâtre...), l'équipe salariée du lieu propose à ses résidents un accompagnement personnalisé et une mise en relation directe avec des lieux et manifestations partenaires.

La majorité de ces partenaires sont des diffuseurs, autant institutionnels qu'alternatifs. Certains des lieux étudiés s'envisagent comme des « ruches », des « couveuses », des « tremplins » vers une économie de filières plus institutionnalisée. D'autres soulignent que la communauté de valeurs et la diversité des compétences en présence participent à l'émergence de nouveaux écosystèmes : les résidents participent à faire connaître le lieu et, par ricochet, bénéficient de sa renommée. Ces interactions complexes et rhizomiques relèvent par conséquent d'une « économie de la pollinisation », comprise comme une « forme d'action dans un milieu interactif qui contribue à générer des formes durables d'existence » (Moulier-Boutang, 2012). Les lieux étudiés contribuent par conséquent à la circulation de leurs résidents à travers un double mouvement : d'une part, un mouvement d'insertion des projets dans une économie instituée des « singularités » (Karpik, 2007), qu'elle soit institutionnelle ou marchande, régie par différentes « instances de légitimation de l'art » (Moulin, 1992) ; d'autre part, un mouvement de valorisation des productions au sein d'écosystèmes alternatifs, dont ces lieux font partie intégrante, susceptibles de présenter à terme des débouchés renouvelés pour les équipes artistiques et de s'institutionnaliser à leur tour (Bourdieu, 1992).

► **Un rôle de diffuseurs**

*Plus de 350 artistes ont été programmés dans les quatre lieux en 2015 : 144 compagnies, collectifs de spectacle vivant ou groupes de musique se sont produits sur scène et 208 artistes, plasticiens et vidéastes ont été exposés.*

### 3. DE L'IMPACT SOCIAL ET TERRITORIAL DES LIEUX INTERMÉDIAIRES

#### Des espaces d'intermédiation qui contribuent à la réduction d'inégalités et à la qualité de vie

##### → Des lieux qui animent le territoire et renforcent son attractivité

Les quatre lieux étudiés diffèrent de par la configuration de leurs espaces (superficie, capacités d'accueil, habilitation à recevoir du public...), laquelle a un impact direct sur les activités qu'ils développent. Si les Poussières ne disposent que d'un plateau, Mains d'Œuvres fait valoir une salle d'exposition, une salle de

► **Plus d'une centaine de manifestations publiques** ont été programmées (soirées, concerts, festivals, expositions...) par les quatre lieux en 2014.

► **Plus de 37 000 spectateurs** ont été accueillis en 2014 lors des manifestations publiques, dont près de 8 000 vivent sur le territoire de Plaine Commune.

concert, une salle de danse, une salle de conférence-projection, un gymnase, deux ateliers de répétitions-formations, une salle de réunion, un studio d'enregistrement, 20 studios de musique et un café-restaurant. Elle est d'ailleurs la seule association, avec la Villa Mais d'ici, à pouvoir recevoir les musiciens en session de travail. Dans la limite de leurs capacités, les lieux pratiquent aussi ponctuellement la location d'espaces. Ces activités ne semblent pas entrer en concurrence avec l'usage des lieux par les résidents. Il n'en a en tout cas pas été question lors des entretiens.

La diffusion d'œuvres artistiques (expositions, spectacles, concerts...) et l'organisation d'événements (portes ouvertes, soirées, repas...) sont des activités communes à l'ensemble des lieux, mais dans des proportions extrêmement variables. La diffusion est ainsi une activité importante au 6b : outre les expositions et événements qui ponctuent régulièrement l'année, le festival pluridisciplinaire FAR occupe les trois mois d'été et implique l'aménagement d'une plage sur les espaces extérieurs attenants aux rives du canal Saint-Denis. Il n'accueille pas moins de 15 000 personnes chaque été. La diffusion est aussi une activité conséquente à Mains d'Œuvres, dont la programmation d'artistes résidents et extérieurs de toutes disciplines (spectacle vivant, musique, arts plastiques...) et les actions culturelles associées (ateliers, rencontres...) attirent plus de 20 000 personnes par an. Ces activités sont au contraire très périphériques à la Villa Mais d'ici, toujours à l'initiative des résidents, parfois des riverains, et généralement rattachées aux manifestations nationales (fête de la musique, journées du patrimoine...) ou locales (vide-grenier du quartier). « Aujourd'hui, la plupart [des friches] se trouvent en position de complémentarité avec l'offre culturelle institutionnelle ou associative plus classique, plutôt qu'en opposition, même si elles restent fondées sur des démarches cumulées de fabrication, de diffusion, de circulation, de réception et de participation, davantage que sur des produits finis. Ce sont avant tout des espaces de production artistique non commerciale, avec l'inscription dans un lieu considéré comme une base de travail, avant d'être éventuellement également un centre culturel. L'objectif consiste à construire un rapport à la population, au territoire et à l'art et non un nouveau moyen de consommation culturelle, d'où l'expression d'« espaces intermédiaires ». Ce sont en effet des espaces intermédiaires entre les artistes et les populations, essayant de briser les barrières constituées par la chaîne de professionnels, de dispositifs, de structures et de codes instaurés entre les productions et les publics. » (Thuriot, 2002)

A ce titre, les Poussières occupent une place à part parmi les lieux étudiés : « La commission de sécurité a décrété une interdiction administrative à son premier passage. Ne pouvant pas recevoir du public, nous ne pouvons pas imaginer une programmation conventionnelle. C'est comme cela que sont nées les Aubermémoires, un projet de recueil de la mémoire des habitants, de valorisation artistique du patrimoine immatériel du vieil Aubervilliers ». Depuis, l'organisation d'événements et de spectacles sont vus comme des « prétexte à la rencontre », toujours en lien avec les autres activités créatives, co-construites avec les habitants (ruchers, ateliers, repas...) et empreintes d'une forte dimension interculturelle. L'action la plus emblématique de l'association reste la parade des lanternes, dont la préparation (confection des lanternes) mobilise près de 200 habitants d'Aubervilliers et dont la réalisation (déambulation nocturne) regroupe plus de 1 000 habitants, défilant aux côtés de compagnies d'arts de la rue et de performers. Les résidences donnent quant à elles systématiquement lieu à contribution au territoire : lecture, rencontre, représentation...

## → Des organisations perméables aux droits culturels des populations qui les entourent

« Vouloir co-construire des processus artistiques entre artistes professionnels et autres acteurs locaux revient à simultanément faire entrer en résonance et en confrontation la culture portée par les premiers et celle des personnes, des groupes, des communautés avec lesquels ces artistes engagent un échange qui se veut plus symétrique. Par ailleurs, les publics situés à proximité des friches appartiennent, souvent et pour une large partie, à des catégories sociales défavorisées, en tout cas en butte à de nombreux

► *Les résidents des lieux ont mené en 2015 plusieurs centaines de **stages et d'ateliers, d'interventions et de rencontres** et une **quarantaine de projets co-construits** avec les habitants, touchant des **milliers de personnes**.*

► *Les équipes des associations des lieux ont proposé **83 ateliers, stages ou formations** et **12 projets impliquant la participation** des habitants (parades, brocantes, soirées culturelles ou interculturelles...). Près de **3 300 personnes** se sont engagées dans ces actions artistiques et citoyennes.*

► ***36% des résidents** participent à des manifestations locales (brocantes, fêtes de quartier, fêtes des écoles, journée de la femme...).*

► ***66% des résidents** ont des liens avec des habitants du quartier : 61% s'impliquent localement dans des interventions ou des rencontres, 44% mènent des ateliers ou des stages, 36% développent de simples relations de voisinage et 22% élaborent ou co-construisent des projets avec les habitants.*

prob

lèmes de reconnaissance, entre autres, justement, de la culture qu'ils vivent et des inégalités de situation ou de traitement dont ils souffrent. (...) On pourrait d'ailleurs dire que la spécificité foncière des friches est de se trouver constamment impliquées – et plus que d'autres établissements artistiques – dans toutes les problématiques de l'interculturalité (Costa-Lascoux et alii, 2000). Celles-ci sont un enjeu majeur dans la redéfinition en cours des rapports entre l'art, la culture et la société et, de façon induite, dans la nécessité de réorienter structurellement les politiques artistiques et culturelles, en particulier dans notre pays. » (Henry, 2010) On pourrait ici citer les échanges tissés avec la communauté rom riveraine par des résidents du 6b ou par la Villa Mais d'ici (autour du tri des déchets métalliques), ou l'accueil régulier d'artistes locaux liés au mouvement

hip-hop à Mains d'Œuvres. Portant un intérêt respectueux et bienveillant aux systèmes humains et non humains qui les entourent, ces lieux se préoccupent également des enjeux environnementaux. A titre d'exemple, on peut mentionner l'utilisation de matériaux de récupération ou la confection de soupes anti-gaspi à partir d'aliments collectés à la fin des marchés (Poussières).

Guidés par l'ambition d'un « développement culturel durable » (Lextrait & Muer, 2012) ou « endémique » (Poussières), ces lieux réinterrogent la figure contemporaine de l'artiste autonome et expert (Proust, 2001) et son corollaire, le paradigme légitimiste et descendant de l'accès à la culture (Grignon et Passeron, 1989), qui structure les politiques culturelles et les rapports des artistes aux territoires depuis les années 1960. Ils préfèrent convoquer la notion de droits culturels, cherchant moins à développer des actions culturelles compensatoires qu'à inclure les populations locales dans les processus qu'ils déploient et les espaces qu'ils occupent. Bien qu'ils développent de multiples partenariats avec des acteurs de nature différente (structures sociales, éducatives, culturelles, de proximité, commerçants, habitants...), leur démarche d'intermédiation (Lextrait, 2001) est parfois mal comprise par les partenaires publics qui reprochent à certains « de ne pas faire assez de médiation ».

Dans l'instauration de ces « transactions multiples » et plus horizontales entre « acteurs sociaux hétérogènes » (Henry, 2010), « la notion de convivialité (...) joue un grand rôle. Par exemple, la présence d'un restaurant ou d'un café, ouvert en permanence, favorise la centralité du lieu et l'accès des personnes qui viennent pour des motivations autres que culturelles. C'est le cas, par exemple, à Mains d'Œuvres, à Saint-Ouen, où l'ancienne cantine de l'usine a été reconvertie en bar-restaurant ouvert au public. » (Lucchini, 2012). On aurait pu invoquer aussi les ateliers cuisine des Poussières ou la plage estivale du 6b, dont le sable et les barbecues attirent les familles des environs. Les lieux étudiés ont un ancrage citoyen fort, exprimé clairement dans leurs statuts et largement assumé dans leurs pratiques.

- ▶ A l'échelle des lieux, ces actions reposent sur une centaine de partenariats opérationnels, issus principalement de la culture, du social, de l'éducation et du logement, dont 40% se déploient à l'échelle communale et 5% à l'échelle départementale.
- ▶ A l'échelle des résidents, 78% développent des partenariats avec des acteurs du territoire, principalement culturels (musées, radios, bibliothèques, festivals...), mais aussi sanitaires et sociaux, ou liés à l'habitat (bailleurs sociaux, architectes, paysagistes...) ou à l'éducation (établissements scolaires, universités....).

L'échange, la proximité, la perméabilité, le frottement des arts et des sociétés, l'interdisciplinarité sont autant de mots qu'ils utilisent pour décrire les effets circulatoires recherchés, et qui témoignent de leur volonté d'être des lieux d'ouverture, de croisements et d'intermédiation.

On voit ici comment ils conjuguent un double impératif : en tant qu'outils, être utiles aux artistes (permettre de faire) et en tant qu'espaces, accueillir largement, valoriser les travaux, permettre le développement des savoirs et des savoir-faire des professionnels comme des habitants. Ils se trouvent par conséquent confrontés, plus qu'auparavant, « à une tension croissante entre, d'une part, leur volonté d'être ou de rester des lieux d'expérimentation et de présentation artistiques, au sein de filières qui se sont fortement professionnalisées, et, d'autre part, leur désir – très variable selon les cas – de prise en compte des préoccupations identitaires et culturelles des personnes vivant dans leur territoire de proximité. » (Henry, 2016)

## Des lieux qui contribuent au dynamisme économique et de l'emploi sur le territoire de Plaine Commune

### → Des vecteurs d'emplois locaux, qui font vivre près de 1450 travailleurs

Concernant les moyens humains, la plus petite équipe salariée gérant un lieu en 2015 (les Poussières) compte 1,75 équivalents temps pleins permanents, alors que la plus importante (Mains d'Œuvres) en compte 18, soit 10 fois plus.

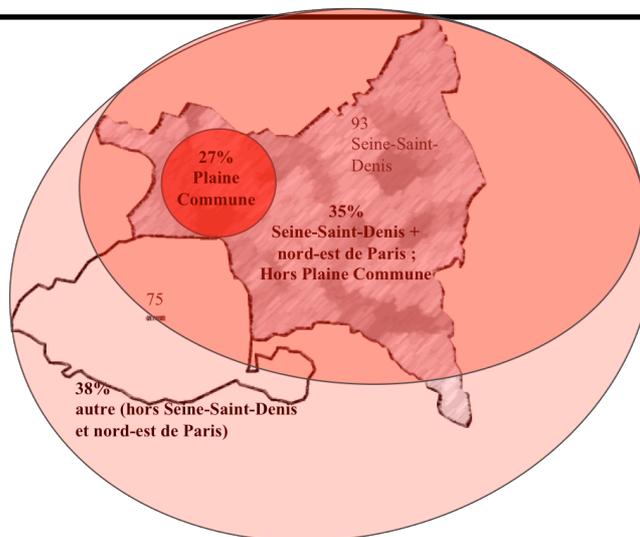
- ▶ On peut estimer à près de **1450 le nombre de travailleurs** en activité dans ces lieux.
- ▶ Près de **350** sont des **habitants** de Plaine Commune.

Dans les équipes permanentes des lieux, on dénombre 24 personnes en CDI et 15 en CDD, soit 36 ETP. Parmi elles, on peut isoler 8 CUI-CAE et 4 emplois tremplins, c'est-à-dire un peu moins d'un tiers d'emplois aidés. Ces données témoignent de la situation relativement fragile des emplois permanents dans ces lieux. En 2015, les associations qui gèrent les lieux emploient aussi 107 intermittents et 23 travailleurs indépendants. Au total, ce sont 146 emplois qui garantissent le fonctionnement administratif et technique de ces lieux.

Concernant les 116 résidents ayant répondu à l'enquête (sur 236 au total), les 47 personnes morales employeuses représentent 44 CDI et 30 CDD, soit environ 65 ETP, ainsi que 646

intermittents du spectacle et 23 travailleurs indépendants. Toujours parmi les répondants, il faut ajouter à ces chiffres 69 travailleurs indépendants qui développent leur activité dans ces lieux. Pour les seuls répondants à l'enquête résidents, on totalise 812 emplois. Sur l'ensemble des 236 résidents, on peut par conséquent estimer à environ 1450 le nombre de personnes travaillant plus ou moins durablement dans ces quatre lieux. Il est important de souligner que 62% des travailleurs des lieux étudiés vivent en Seine-Saint-Denis ou dans les arrondissements limitrophes et du nord-est parisien. 27% vivent sur le territoire même de Plaine Commune.

### Lieux d'habitation des résidents de Plaine Commune



On relève, on l'a dit, une importante économie informelle, reposant sur le bénévolat et le don (rénovations, travaux sur les espaces individualisés et collectifs, apport de matériel...), en particulier dans les lieux autogérés au sein desquels la contribution des résidents est prépondérante. Plus de 300 bénévoles – résidents, habitants du territoire... – contribuent ainsi à développer ces dynamiques collectives du côté des lieux. Par ailleurs, plus de 200 personnes s'impliquent bénévolement au sein des associations loi 1901 résidentes des lieux. Au total, le bénévolat représente plus de 500 personnes dans les lieux étudiés.

► On dénombre plus de **500 bénévoles** dans ces lieux et une **trentaine de stagiaires et services civiques**.

Enfin, presque tous les lieux ont recours à des services civiques et/ou à des stages longs pour renforcer ponctuellement leurs équipes salariées. Résidents et associations gestionnaires des lieux accueillent une trentaine de stagiaires et de services civiques chaque année.

### → Un poids économique compris entre 9 et 10 millions d'euros

Les modèles économiques des lieux étudiés relèvent d'une économie plurielle ou hybride, mêlant ressources monétaires et non monétaires, autofinancement et aides publiques dans des proportions variables (Eme & Laville, 2006). Comme le souligne le réseau des lieux intermédiaires Actes If, les projets des lieux ici observés « s'inscrivent en dehors des logiques de lucrativité et nécessitent le soutien de la puissance publique. Ces structures reçoivent des subventions pour les missions d'intérêt général qu'elles remplissent. Les activités qu'elles développent leur permettent néanmoins de générer des recettes propres. Enfin, ces structures s'appuient également sur une part importante de ressources non-monétaires : bénévolat et militantisme des équipes permanentes, malheureusement invisibles. Ces structures défendent un modèle économique à la marge du marché et développent des richesses non financières, humaines, culturelles, elles relèvent ainsi du champ de l'économie sociale et solidaire. » (Actes If, 2015). Leur économie repose de fait « sur le couplage d'une logique d'échange réciproitaire (bénévolat, échanges non monétarisés, « travail invisible » non rémunéré) (...), d'une logique redistributive (aides et subventions monétarisées, publiques ou civiles) [... et d'une] part d'autofinancement marchand (vente de prestations et de services à des usagers, individuels ou collectifs) [qui] constitue la

troisième logique indispensable pour assurer l'équilibre toujours extrêmement fragile d'un modèle en effet spécifique d'économie plurielle. » (Henry, 2010).

Hors investissements et hors contributions volontaires en nature, les associations gestionnaires des quatre lieux étudiés représentent un budget 2015 cumulé de plus de 2 500 000 euros et un budget médian de 600 000 euros. On observe en effet des écarts importants selon les lieux. Les Poussières disposent en 2015 d'un budget de moins de 200 000 euros, la Villa Mais d'ici d'un budget de moins de 400 000 euros, tandis que le 6b et Mains d'Œuvres font valoir un budget de plus de 800 000 euros. Le budget de Mains d'Œuvres est ainsi près de 9 fois supérieur à celui des Poussières.

La part de ressources propres chez les associations gestionnaires de lieu est loin d'être négligeable et s'échelonne de 20% à 60% selon les budgets. Pour mémoire, la part d'autofinancement des scènes nationale n'est que de 23% en moyenne (Henry, 2010). La participation aux frais (PAF) des résidents constitue la majeure partie des recettes des lieux ; pour le 6b, les recettes de bar représentent près de 20% des produits 2015. Les lieux qui accueillent des résidents permanents à l'année sont donc ceux qui génèrent la plus grande part de ressources propres. Cette spécificité conduit trois lieux sur quatre (le 6b, la Villa Mais d'ici et Mains d'Œuvres) à s'interroger sur la pertinence de la forme associative qu'ils ont adoptée jusque-là, dans la mesure où l'importance des recettes commerciales a des incidences fiscales et financières non négligeables sur leur économie globale.

**Les associations gestionnaires des lieux représentent :**

- ▶ Un budget 2015 cumulé de plus de **2 500 000 euros**
- ▶ 20% à 60% de recettes propres

**Les résidents des lieux représentent :**

- ▶ Environ **5 millions d'euros** de budget cumulés pour les associations et les structures commerciales en 2015
- ▶ Près de **2 millions d'euros** de chiffre d'affaire cumulés pour les travailleurs indépendants en 2015
- ▶ Un poids économique de l'ensemble (lieux et résidents tous statuts confondus) estimé **entre 9 et 10 millions d'euros**

Concernant les résidents des lieux, 32 associations et structures commerciales ont répondu à l'enquête (sur 104 au total). Leurs budgets 2015 cumulés atteignent environ 2,5 millions d'euros, dont 43% en moyenne sont constitués de recettes propres et 45% de subventions. Hors résidents du 6b (pour lesquels nous ne disposons pas de l'information), 28% d'entre eux ne reçoivent aucune subvention ; 36% reçoivent des subventions de la commune où est implanté leur lieu de travail. Pour parvenir à une estimation du budget cumulé des résidents exerçant sous statuts associatif ou commercial dans ces quatre lieux, nous avons étendu le budget médian par lieu au nombre de structures y travaillant. En 2015, ce budget cumulé avoisinerait 5 millions d'euros.

Les 38 travailleurs indépendants ayant renseigné les données budgétaires de l'enquête cumulent 566 185 euros de chiffre d'affaire en 2015, pour un budget médian de 14 000 euros. On peut donc évaluer à presque 2 millions d'euros le chiffre d'affaire cumulé de l'ensemble des 141 travailleurs indépendants de ces quatre lieux. Ainsi, les ressources générées par leurs résidents tous statuts confondus (dont il faut rappeler que 88% y sont établis de manière permanente) peuvent être estimées à plus de 7 millions d'euros.

**Au total, le poids économique global de ces quatre lieux, incluant les associations qui les gèrent et les personnes morales qui y résident, se situerait entre 9 et 10 millions d'euros en 2015.**

Si les structures résidentes sont, dans l'ensemble, de très petites entreprises, l'impact économique de leur activité et de celle du lieu où elles travaillent n'est donc pas sans retombées sur le territoire. 4% seulement des résidents ne côtoient pas les commerces ou services de proximité autour du lieu où ils travaillent. 85% d'entre eux fréquentent les commerces de restauration et

#### **Un fort impact économique sur le territoire**

- ▶ **74 à 85% des résidents fréquentent les commerces de bouche de proximité**
- ▶ **Un tiers des budgets des résidents et des lieux sont dépensés localement en consommations de biens et de services, ainsi que 40% des revenus nets des travailleurs.**

74% les commerces d'alimentation, principalement sur la pause méridienne. En prenant appui sur les résultats d'une autre étude, réalisée au même moment dans trois lieux intermédiaires de Nouvelle Aquitaine, on peut considérer qu'un tiers (32% en moyenne) des budgets des résidents et des associations gérant les lieux sont dépensés localement en

consommations de biens et de services. A cela, il faut ajouter que 40% en moyenne des revenus nets des salariés et travailleurs sont dépensés localement en loyers, alimentation et biens de consommation courante sur le territoire où se trouve leur lieu d'habitation (INSEE, 2014).

#### **→ Entre méfiance et reconnaissance, des partenariats financiers guidés par une éthique de la frugalité**

Concernant les lieux (les données concernant les résidents n'ont pas été renseignées assez précisément pour établir une comparaison), on constate qu'ils mobilisent à peu de choses près des partenaires identiques : Ville, Conseil départemental, Conseil régional, Politique de la Ville et Ministère de l'emploi. Ponctuellement, ils font également appel au mécénat.

La DRAC (qui soutient un seul de ces lieux en 2015) est la grande absente du financement des lieux étudiés. Pour le comprendre, il faut se rappeler que la position d'intermédiation qu'occupent les lieux indépendants s'est construite sur l'héritage contestataire des mouvements de contre-culture et sur « une conception culturelle des pratiques artistiques, distincte de celle qui domine dans les équipements artistiques et les mondes de l'art institués de l'époque » (Henry, 2010). Alors qu'elle constitue en soi une critique des fondements idéologiques et de l'organisation sectorisée et segmentée des politiques publiques en matière de culture, c'est paradoxalement cette position d'intermédiation qui leur a valu, dans la foulée de la publication du rapport Lextrait à l'aube des années 2000, la reconnaissance de l'Etat en tant que « nouveaux territoires de l'art » (Kahn & Lextrait, 2005). Mais cet axe de la politique culturelle n'a jamais véritablement essaimé. « Alors même que certaines actions des espaces-projets peuvent être ponctuellement récupérées, la démarche de fond, elle, est toujours considérée avec condescendance par les pouvoirs publics. Pour sortir de cette impasse, il convient d'interroger la pertinence des critères d'évaluation qui reposent essentiellement sur l'excellence artistique. » (Lextrait & Muer, 2012) C'est ce dont témoignent unanimement les lieux interrogés lorsqu'ils évoquent l'indifférence ou l'incompréhension de la DRAC à leur égard. Ils insistent aussi sur l'image sulfureuse et marginale qui leur colle à la peau et sur les représentations qui lui sont associées : « des gens s'étonnent que nous, salariés, soyons payés ! ».

De fait, « la nécessité d'avoir accès à des lieux de fabrication n'est pas assez reconnue dans les politiques culturelles publiques, centrées davantage sur la diffusion des spectacles, et l'élargissement des publics. A tous les échelons des collectivités publiques, les modèles d'organisation du secteur privilégient les parcours institutionnels et l'accès aux moyens des structures labellisées, plutôt que l'invention de nouveaux espaces artistiques ou culturels. Soutenir cet objectif amènerait sans doute à une redéfinition opportune des partenaires publics

les mieux à même d'investir là une compétence (communautés d'agglomération, syndicats de communes, métropoles territoriales...). » (Bady, Armellini, Le Goff, 2013) Pourtant, il convient de rappeler que suivant l'objectif de mise en œuvre des politiques culturelles dans le respect des droits culturels, les lieux intermédiaires sont identifiés comme des expériences au cœur de cet enjeu, de par la place qu'ils occupent sur le territoire francilien.

La démarche culturelle territorialisée et partagée des lieux intermédiaires est en revanche bien comprise et soutenue par les représentants de la Politique de la Ville, dont le « fonctionnement d'inspection » est salué par l'ensemble des lieux : « ils prennent la peine de se déplacer, d'observer ce qui se passe ». Il en va généralement de même pour le Conseil départemental, pour Plaine Commune et pour les communes d'implantation, bien que la situation se révèle inégale selon les lieux. En effet, « on constate que les collectivités s'intéressent toujours aux friches une fois que les lieux sont valorisés à travers leur nouvelle vocation » (Lucchini, 2012). Si l'échelon communal et intercommunal leur accorde un « capital sympathie », les budgets qu'il leur réserve demeurent néanmoins parcimonieux, surtout si on les compare aux dotations des équipements culturels institués. Il convient de mentionner que cette lacune est çà et là compensée par des apports en nature centrés sur les compétences des collectivités concernées (mise à disposition de bennes par Plaine Commune, impressions prises en charge par l'imprimerie municipale de Saint-Denis, etc.). Notons aussi que la précarité du bail peut avoir une influence néfaste sur la mobilisation de fonds publics et la signature de conventions pluripartites.

En 2015, la Région est le plus important pourvoyeur de fonds des lieux, notamment au travers des dispositifs Emplois tremplins et Fabriques de culture, qui concernent à la fois le fonctionnement et l'investissement des lieux intermédiaires. Né en 2012, il a comme objectifs de contrer la course aux projets, comprise comme la démultiplication des activités des fabriques aux fins de faire financer leur coût de fonctionnement. « C'est l'empilement de projets sous financés (puisque aucun d'eux ne prend en compte le fonctionnement des lieux) ; c'est le cumul des tâches et fonctions des salariés ; c'est la suractivité et la surexploitation permanente des locaux, et c'est la réduction des dépenses aux seules charges incompressibles, qui permettent aujourd'hui aux fabriques de financer leurs locaux (loyers, fluides, amortissements de travaux, entretien etc...), leurs charges fixes de personnel, leurs frais administratifs... » (Actes If, 2011). Le dispositif semble à ce titre remplir son rôle, bien que soient déplorées les relations distendues, voire inexistantes, avec l'institution régionale (tout particulièrement par les Poussières qui ont vu leur demande déboutée sur un malentendu, sans pouvoir s'en expliquer). Un désengagement de la Région avec la nouvelle mandature serait particulièrement préoccupant au vu de la fragilité de ces lieux.

Pour autant, la plupart des projets interrogés revendiquent une relative indépendance à l'égard des aides publiques, dans la mesure où ils se situent dans une éthique de la frugalité : leur objectif n'est pas de faire grossir le projet du lieu en démultipliant emplois et financements jusqu'à occuper une position hégémonique sur le territoire, mais bien de contribuer au développement des projets de leurs résidents. Dit autrement, l'attention portée au développement de chaque projet permet de prendre en compte la croissance des projets internes, pluriels, à chaque lieu : le lieu est au service des projets, non l'inverse.

La Circulaire du 29 septembre 2015 sur les relations entre pouvoirs publics et associations, qui impulse fortement la déclinaison de la charte d'engagement réciproque, rappelle combien ces initiatives sont « amenées à anticiper, éclairer ou compléter l'action conduite par les pouvoirs publics, inspirant à l'État et aux collectivités territoriales de nouvelles formes d'intervention, aux avant-postes de l'innovation et de la créativité dans les territoires. ». En la matière, il est dommageable que leurs fonctions d'accompagnement d'une part, d'intermédiation artistique et

citoyenne d'autre part, ne soient pas mieux considérées par les pouvoirs publics, malgré les tentatives diverses de valorisation de ces activités.

## ▶▶ ELÉMENTS CONCLUSIFS

Le parti-pris de notre étude, qui globalise les données relatives aux quatre lieux intermédiaires considérés, implique un certain aplanissement des particularités et des orientations propres à chaque projet, outre le fait que tous n'ont pas sédimenté la même expérience ni atteint le même degré de développement.

Mais les résultats obtenus laissent voir le poids économique et l'importance sociale que représentent les dynamiques collectives induites par ces quatre lieux intermédiaires de Plaine Commune. Ceux-ci apparaissent non seulement comme des espaces de mutualisation de biens et de services, mais aussi comme des vecteurs d'apprentissage et de professionnalité et comme des catalyseurs de coopérations économiques entre membres. Plus largement, ils contribuent au développement des filières artistiques et culturelles instituées, en même temps qu'ils participent à la création d'écosystèmes émergents et alternatifs. Ils permettent ainsi le développement et/ou le maintien d'activités et d'emplois artistiques localement, qui à leur tour, profitent au dynamisme social et économique des territoires. Les actions et manifestations que développent les résidents et les associations porteuses – et leurs modes de faire équitables et horizontaux, en lien avec les habitants – participent à l'établissement d'une scène locale et à l'attractivité de territoires le plus souvent peu dotés ou fragilisés. Ils tirent leur force de l'hétérogénéité féconde des acteurs qui les font vivre (diversité de profils des résidents, mais aussi des publics et des partenaires opérationnels), des échelles de territoire qu'ils couvrent (du local à l'international) et des usages qui y sont pratiqués (travail, loisirs, convivialité...). Cette hétérogénéité leur confère plasticité et capacité d'adaptation, les poussant à réinventer en permanence les modalités de leur action et les formes de leur gouvernance.



## ► BIBLIOGRAPHIE

- Actes If, *État des lieux des structures adhérentes au réseau Actes if. Synthèse réalisée à partir des données 2013*, 2015 [en ligne]
- Actes If, *Vers un nouveau mode d'élaboration des politiques (culturelles) publiques ?*, 2011 [en ligne]
- François Aballéa, « Sur la notion de professionnalité », in *Recherche sociale*, n° 124, 1992
- Vincent Bady, Pauline Armellini & Claire Le Goff, *Les lieux de fabriques artistiques* (dossier documentaire), La Nacre, 2013
- Howard Becker, *Les Mondes de l'art*, Paris, Flammarion, 1988
- Marie-Christine Bureau et Michel Lallement, *Forum des utopies, Le travail augmenté*, Paris, Collection Le Hangar des Utopies, 2015
- Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992
- Véronique Branger, Laurent Gardin, Florence Jany-Catrice, Samuel Pinaud, *Evaluer l'utilité sociale de l'économie sociale et solidaire*, Lille, Corus'ESS, 2014
- Ceser Ile de France, *Favoriser l'accès des Franciliennes et Franciliens à l'ensemble de l'offre culturelle*, rapport présenté au nom de la commission Culture et communication par Jean-Paul RUEFF, 10 décembre 2015
- Alban Cogrel, Philippe Henry, Luc de Larminat, *Trame pour une compréhension analytique plus approfondie d'un regroupement coopératif territorial à forte dimension culturelle, dont les PTCE culture*, Paris, Opale, 2015
- Marie Deniau, *Etude exploratoire sur les nouvelles pratiques de mutualisation ou de coopération inter-organisationnelles dans le secteur culturel*, Paris, DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2014
- Hélène Duclos, *Evaluer l'utilité sociale de son activité*, Paris, Cahiers de l'Avise, n°5, 2007
- Bernard Eme & Jean-Louis Laville, « Economie solidaire », in J.L. Laville, A.D. Cattani (dir.), *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Folio/Actuel, Gallimard, 2006
- Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil, 1989
- Philippe Henry, *Quel devenir pour les friches culturelles en France ? D'une conception culturelle des pratiques artistiques à des centres artistiques territorialisés*, ArtFactory, 2010 [en ligne]
- Philippe Henry, « Les friches culturelles d'hier à aujourd'hui : entre fabriques d'art et démarches artistiques partagées », in Françoise Lucchini (dir.), *La mise en culture des friches industrielles*, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2016.
- Frédéric Kahn et Fabrice Lextrait, *Nouveaux territoires de l'art*, Paris, Sujet/Objet éditions, 2005
- Lucien Karpik, *L'économie des singularités*, Paris, Gallimard, 2007
- Élodie Kranklader, *Où fait-on ses courses ?*, INSEE, 2104 [en ligne]
- Le Labo, *Le référentiel d'action d'un PTCE*, 2014 [en ligne]
- Fabrice Lextrait & Julie de Muer, *Bilan et perspectives des Nouveaux territoires de l'art en Midi-Pyrénées*, Toulouse, Couac, 2012
- Fabrice Lextrait, *Friches, laboratoires, fabriques, squats, projets pluridisciplinaires...Une nouvelle époque de l'action culturelle*, Paris, Ministère de la Culture et Communication, 2001
- Françoise Lucchini (coord.), *De la friche industrielle au lieu culturel*, Recueil des communications présentées au colloque international pluridisciplinaire du 14 juin 2012 de Sotteville-lès-Rouen, Université de Rouen, 2012
- Pierre-Michel Menger, *Portrait de l'artiste en travailleur*. Paris, Métamorphoses, 2001
- Henry Mintzberg, *Le pouvoir dans les organisations*, Paris, Editions de l'organisation, 1983
- Raymonde Moulin, *L'artiste, l'institution et le marché*, Paris, Flammarion, 1992
- Pascal Nicolas-Le Strat, *In Vivo, lieux d'expérimentations du spectacle vivant*, Paris, La passe du vent, 2013
- Yann Moulier-Boutang, *Le capitalisme cognitif. La Nouvelle Grande Transformation*, Paris, Editions Amsterdam, 2012
- Cécile Offroy, *Monographie de Catalyst et de deux espaces de co-working lillois*, CRIDA, 2014 [en ligne]
- Opale, *Grille d'auto-évaluation de l'utilité sociale du projet*, 2003 [en ligne]
- Serge Proust, Une nouvelle figure de l'artiste : le metteur en scène de théâtre? *Sociologie du Travail*, vol. 43/4, 2001
- Claire Gandanger, « Entre RSA et CMU, les vies d'équilibristes des artistes plasticiens », in *Rue89* du 03/11/2014 [en ligne]
- Fabrice Thuriot, « Les friches culturelles : de l'expérimentation artistique à l'institutionnalisation du rapport au(x) public(s)... et inversement », Communication au colloque *Les arts de la ville et leur médiation*, Université de Metz, juin 2002
- Dominique Sagot-Duvaurox, *Analyse économique des filières culturelles. Une synthèse*. Rapport pour le Conseil Régional des Pays de la Loire, Granem, 2012 [en ligne]



## ANNEXES

1. Tableau récapitulatif des données lieux
2. Guide d'entretien (phase qualitative)
3. Tableau récapitulatif des critères et indicateurs (phase quantitative)
4. Questionnaire coordinateurs (phase quantitative)
5. Questionnaire résidents (phase quantitative)



## 1. Tableau synthétique des données historiques et sociales des lieux

	Poussières	6b	Villa Mais d'ici	Mains d'Oeuvres
<b>Origine</b>	Cie de théâtre étudiante	Occupation collective d'une partie des locaux	Collectif de cles d'art de la rue / arts visuels	Collectif de 3 professionnels de la culture
<b>Date création asso</b>	2003	2010	2002	1998
<b>Date ouverture lieu</b>	2006	2010	2003	2001
<b>Adhérents</b>	Environ 70 habitants et résidents	Résidents	Résidents	8 personnes, non résidentes
<b>Propriétaire</b>	Privé : asso de gestion ancien patrimoine Eglise	Privé : groupe Brémond (promoteur)	Privé : particulier	Public : Ville de Saint-Ouen
<b>Bail</b>	9 ans	Convention de prêt à usage	Bail commercial	Bail « zéro » depuis 2015 (échéance fin 2017)
<b>Superficie</b>	365 m2 + extérieurs	7 000 m2 + extérieurs	3 700 m2 + extérieurs	4 000 m2
<b>Espaces / outils mutualisés</b>	1 foyer, 1 salle polyvalente avec plateau (théâtre), 1 sous-sol (atelier de sérigraphie)	1 salle d'exposition, 1 salle de sérigraphie, 1 laboratoire photo, 1 four à céramique, 1 salle de danse, 1 café-restaurant, 1 base bois, 1 camion, terrasse extérieure, parking...	3 salles de répétition, 1 salle polyvalente, petits jardins, buvette, halle de construction, espace de stockage	1 salle d'exposition, 1 salle de concert, 1 salle de danse, 1 salle de conférence, 1 gymnase, 800m2 d'espaces de coworking, 2 ateliers de répétitions, 1 salle de réunion, 20 studios musique, 1 studio d'enregistrement, 1 café-restaurant, 1 dalle extérieure de 300m2

	<b>Poussières</b>	<b>6b</b>	<b>Villa Mais d'ici</b>	<b>Mains d'Œuvres</b>
<b>Autodénomination</b>	Lieu culturel de proximité pluridisciplinaire et engagé (lieu intermédiaire partagé, de création artistique, d'ateliers et de convivialité)	Lieu de création et de diffusion artistique	Friche culturelle de proximité (lieu de fabrique et de création pluridisciplinaire)	Lieu de culture pour l'imagination artistique et citoyenne (lieu indépendant de création, de diffusion, de recherche et d'expériences)
<b>Activités</b>	Accueil d'artistes en résidences temporaires Activités autour de la cuisine (anti-gaspi, repas, ruches...) Ateliers/salle de sérigraphie Bals, open théâtres Petits spectacles, événements Echanges internationaux	Accueil d'artistes en résidences permanentes Expositions Portes ouvertes Festival FAR (estival) Cantine ouvrière le midi	Accueil d'artistes en résidences permanentes Evénements ponctuels (concerts, fête de la musique...)	Accueil d'artistes en résidences temporaires, accompagnement Diffusion (concerts, spectacles, expositions...) Cours, ateliers, formation pro Action culturelle de proximité Gestion bar-restauration
<b>Conditions résidences</b>	PAF symbolique + contribution au lieu	PAF (11€/m2/mois)	PAF (9€/m2/mois)	PAF (40 à 250€/mois)
<b>Nbre résidents / participants</b>	Habitants d'Aubervilliers 10-15 cics par an en résidence courte	170 entités permanentes, soit 225 pers., 70% plasticiens + artistes en résidence temporaire	40 entités pluridisc. permanentes, soit 180 personnes + artistes en résidence temporaire	31 entités artistiques accompagnées, soit 250 personnes // 28 emplois permanents, 145 intermittents
<b>Soit 730 artistes et travailleurs accueillis en 2015, dont 500 personnes en résidence permanente</b>				
<b>Publics non résidents (évén. / ateliers)</b>	2 000 pers. / an Lanternes = 1000 pers. / an	FAR = 15 000 pers. / an	500 à 1 000 pers. /an	25 000 pers. / an
<b>Soit 43 000 participants, spectateurs et visiteurs au total</b>				

	Poussières	6b	Villa Mais d'ici	Mains d'Œuvres
<b>Budget annuel</b>	110 600 € (2014)	855 700 € (2014)	350 000 € (2014)	965 700 € (2015)
<b>Soit un budget cumulé de 2 282 000 €</b>				
<b>Emploi</b>	1,75 ETP permanents (= 2 salariés) + 1,5 ETP services civiques	13 ETP permanents + 50 intermittents + saisonniers	3,25 ETP permanents (= 4 salariés) + 0,75 ETP service civique	18 ETP + 35 intermittents + 2 ETP stages et services civiques
<b>Soit 36 ETP permanents, une centaine d'intermittents, 4 ETP services civiques et stages</b>				
<b>CDI / CDD (éq. perm.)</b>	2 CDD	5 CDI / 10 CDD	2 CDI / 2 CDD	17 CDI / 1 CDD
<b>24 postes en CDI pour 15 postes en CDD dans les équipes permanentes, soit 62% de CDI</b>				
<b>Détail emplois aidés</b>	2 CUI-CAE, 3-4 services civiques	2 emplois tremplins, 6 CUI-CAE	2 emplois tremplins, 1 service civique	1 service civique
<b>8 CUI-CAE, 4 emplois tremplins, 5 services civiques</b>				
<b>Partenaires financiers 2014</b>	Ville d'Aubervilliers, Région (culture), Politique de la Ville, Etat (emploi), Europe (Grundtvig), (mécènes)	Ville de Saint-Denis, CD93, Région (emploi tremplin, Fabrique de Culture fct + invest ASQ), Politique de la Ville, DRAC, Etat (emploi) mécènes	Ville d'Aubervilliers, CD93, Région (emploi tremplin, Fabrique de Culture fct + invest), Politique de la Ville, (mécènes)	Villes de Saint-Ouen et Paris, CD93, Région (culture et ASQ), DDCCS; Politique de la Ville ; CNV, mécènes
<b>Part ressources propres / aides publiques &amp; mécénat</b>	20% / 80%	75% / 25%	60% / 40%	55% / 45%
<b>Affiliations</b>	Diversité et Participation (OFAJ), Actes If, Art Factories, Banlieues d'Europe	Villes hybrides	Fédé nationale Arts de la rue	Actes If, Trans Europe Halles, MAAD 93, Réseau Nord, Art factories, RDVN, ArtLabo, NORD

## 2. Guide d'entretien qualitatif

Thèmes	Questions principales	Relances
<p><b>Genèse et caractéristiques du lieu</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. Facteurs motivationnels et organisationnels à <i>l'origine</i> du collectif et de sa survie (réduction de coûts, volonté politique, logiques affinitaires, professionnelles...)</li> <li>. Hétérogénéité ou homogénéité des <i>membres</i> (statuts, filières, niveau de développement économique, occupation des espaces...)?</li> <li>. Conditions et <i>modalités de participation</i> des membres (financière ou autre) au projet collectif? Est-ce le collectif qui structure les projets ou les projets qui structurent le collectif?</li> </ul>	<p>Pour commencer, pouvez-vous revenir brièvement sur l'histoire du lieu : comment il s'est constitué et comment vous le définiriez aujourd'hui ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. Qui sont les résidents du lieu aujourd'hui ? Est-ce qu'ils vivent de leur activité ?</li> <li>. Comment se concrétise la participation des membres au collectif ?</li> </ul>
<p><b>Gouvernance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. <i>Type</i> de gouvernance : horizontale ou verticale ? collaborative ou coopérative ? degré de formalisation (instances, adhésion, formes alternatives...)?</li> <li>. <i>Qui</i> y participe ou pas ? comment entre-t-on / sort-on du collectif (conditions, cooptation, entre-soi) ?</li> <li>. <i>Mécanismes</i> du pouvoir, de la prise de décision</li> </ul>	<p>Comment fonctionne le lieu, sur le plan de la vie collective ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. Quelles sont les conditions d'entrée, de sortie ?</li> <li>. Comment se prennent les décisions ?</li> <li>. Quelles sont les instances politiques, exécutives ?</li> </ul>
<p><b>Fonctionnement, coopérations internes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. Quelle est la <i>dynamique interne</i> du lieu ? Les acteurs sont-ils utilisateurs ou habitants des lieux ? Quel rapport au lieu ?</li> <li>. Par qui sont assurées les <i>fonctions support</i> (standard, entretien...): délégation salariée ou participation bénévole ? Rôle et fonctions de l'équipe salariée ? Externalisation ?</li> <li>. <i>Nature des liens</i> entre résidents ? Cohabitation,</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>. Qui prend en charge les fonctions support (plannings, ménage, standard...)?</li> <li>. Quel rôle joue l'équipe salariée ?</li> <li>. Quel rôle jouent les résidents dans le fonctionnement quotidien de la structure ?</li> <li>. De quelle nature sont les liens entre résidents ?</li> <li>. Quelle forme prend la coopération ou la mutualisation dans le lieu ?</li> <li>. Y a-t-il une réflexion collective sur les usages et les</li> </ul>

<p>coopération, co-traitance, co-construction de projets ? Monétaires ou non monétaires ? Reposent sur des affinités, des filières ? . Quelles formes prend la <i>mutualisation</i> : coups de main ? partage de locaux ? emploi ? sur le plan <b>numérique</b> (logiciels ou applications, serveur, intranet, connexion...) ? autre ?.. Quel est son degré de formalisation ? Sur quelles fonctions est-elle concentrée ?</p>		<p>enjeux du collectif à l'échelle du lieu ?</p>
<p><b>Coopérations externes, partenariats</b> . <i>Partenaires institutionnels</i> : qualité des relations avec les acteurs institutionnels, lignes de financement, zones de tensions . <i>Partenaires opérationnels</i> : avec quels acteurs (artistiques, culturels, sociaux, socio-éducatifs, habitants...) les lieux sont-ils en lien ? Nature, fréquence, pérennité et formalisation des coopérations développées ? Coopérations de filière, territoriales ? . Des relations existent-elles avec les <i>autres lieux</i> étudiés ? Comment les qualifier ?</p>	<p>Qui sont vos partenaires ?</p>	<p>. Qui vous soutient financièrement et sur quelles lignes ? . Développez-vous des partenariats avec d'autres structures ? . Connaissez-vous les autres friches artistiques ou les tiers-lieux implantés sur Plaine Commune ?</p>
<p><b>Modèle économique</b> Secteurs d'activité et niveau de structuration économique des <i>résidents</i> ? Modèle économique du <i>collectif</i> ? Recours à fonds publics, fonds privés, part d'autofinancement ? Perspectives d'évolution ? Existe-t-il des outils de <i>valorisation de l'activité</i> sociale ? De l'activité économique et des emplois ? Dans quel but ?</p>	<p>Au regard de tout ce qu'on vient de dire, quelles seraient aujourd'hui les principales difficultés ou besoins des résidents et de ce lieu ?</p>	<p>. Est-ce que les résidents vivent de leur activité ? . Avez-vous mené une réflexion sur la valorisation du collectif en termes d'activité économique, d'emplois ou d'utilité sociale ?</p>

### 3. Tableau récapitulatif des critères et indicateurs

#### TERRITOIRES

Critères	Indicateurs	Sources
<b>Contribution à la réduction d'inégalités territoriales</b>	Provenance territoriale des publics	EXT : Enquête public flash sur 1 évt
	Lieu de résidence des salariés permanents / des résidents / des dirigeants associatifs	INT : Base données résidents / salariés
	Nb espaces création / population bassin de vie	EXT : sources collectivités
<b>Reconnaissance des droits culturels</b>	Nb de disciplines, d'esthétiques représentées	INT : Rapports d'activité
	Place des pratiques, place des amateurs	INT : Rapports d'activité / EXT : Témoignages
	Inclusion des actions culturelles au projet artistique	EXT : Témoignages
<b>Redistribution des espaces d'expression</b>	Liberté de choix d'activités	EXT : Témoignages
	Ouverture à différents réseaux, communautés	INT : Rapports d'activité / EXT : Témoignages
	Place des habitants dans gouvernance	INT : Rapports d'activité
<b>Dialogue interculturel</b>	Co-construction de processus artistiques avec les habitants	EXT : Témoignages
	Nb d'événements co-construits avec partenaires locaux	INT : Rapports d'activité
	Acquisition de capacités	EXT : Témoignages
<b>Hospitalité</b>	Territoire inspirant pour les artistes	EXT : Témoignages
	Accueil d'initiatives d'associations, d'habitants dans lieux	INT : Rapports d'activité
	Durée moyenne de présence du public dans lieux	EXT : Enquête public flash sur 1 évt
<b>Contribution au dynamisme économique du territoire</b>	Chiffres d'affaire & budgets cumulés des résidents	EXT : Questionnaire résidents
	Chiffres d'affaire & budgets cumulés des lieux	INT : Rapports d'activité
	Part de ressources propres résidents et lieux	INT : Rapports d'activité / EXT : Questionnaire résidents
	Nb de salariés perm. / intermittents / indépendants par lieu (équipe lieu et résidents) - conversion en ETP	INT : Rapports d'activité / EXT : Questionnaire résidents
<b>Flux économiques induits par l'activité des lieux</b>	Consommations externes des salariés et des résidents / salaires nets*	INT : Budgets des lieux / EXT : Questionnaire résidents
	Consommations internes (montant des achats fournisseurs)	INT : Budgets des lieux / EXT : Questionnaire résidents
<b>Contribution à l'attractivité des territoires</b>	Nb de déménagements vers / sédentarisation sur le territoire	INT : Base données résidents / salariés / EXT : Témoignages
<b>Mixité sociale, générationnelle</b>	Fréquentation (nb de personnes extérieures)	INT : Rapports d'activité

	Typologie des publics sur un même événement	EXT : Enquête public flash sur 1 évt
<b>Ancrage territorial</b>	Typologie et nb d'actions sur le territoire	INT : Rapports d'activité
	Part du public « local » (quartier ? ville ? département ? bassin de vie ?)	EXT : Enquête public flash sur 1 évt
	Cartographie du bouche-à-oreille	EXT : Enquête public flash sur 1 évt
	Nb et typologie des partenaires (social, éducatif...)	INT : Rapports d'activité / EXT : Questionnaire résidents
<b>Impact environnemental</b>	Tri sélectif, recyclage...	INT : Rapports d'activité

\* d'après l'INSEE, 50% du salaire net serait dépensé localement (logement, alimentation...)

## ARTISTES, RESIDENTS

Critères	Indicateurs	Sources
<b>Diversité des professionnels</b>	Nb de métiers différents	INT : Base données salariés / EXT : Questionnaire résidents
<b>Contribution à la réduction d'inégalités socio-économiques</b>	Revenu ou CA annuel des résidents Taux de pluriactivité Tarifs (PAF) pratiqués / prix du marché Volume des mises à disposition Evolution du CA / budget résidents depuis entrée dans lieu Recrutements ciblés au sein des équipes permanentes	EXT : Questionnaire résidents EXT : Questionnaire résidents INT : Rapports d'activité INT : Budgets des lieux EXT : Questionnaire résidents INT : Rapports d'activité / EXT : Témoignages
<b>Coopérations entre membres</b>	Nb de projets collectifs portés par les membres Nb de projets collectifs portés par le lieu Nb de contributeurs	EXT : Questionnaire résidents INT : Rapports d'activité EXT : Questionnaire résidents / INT : Rapports d'activité
<b>Impact économique des dynamiques collectives sur parcours professionnels</b>	Volume coopérations monétaires (en CA, en nb d'emplois) Modes de contractualisation (sous-traitance, embauches...) Place des habitants dans gouvernance Coûts économisés par mutualisation (économies d'échelle)	EXT : Questionnaire résidents EXT : Questionnaire résidents INT : Rapports d'activité INT : Budgets des lieux
<b>Développement de filières, d'écosystèmes</b>	Cartographie des partenariats économiques hors lieu	EXT : Questionnaire résidents ??
<b>Impact non monétaire des dynamiques collectives sur parcours professionnels</b>	Transfert de connaissances, compétences par les pairs Développement de solidarités, échanges de compétences Insertion dans réseaux professionnels (mobilité, visibilité...) Apports réciproques lieux - résidents (notoriété...)	EXT : Questionnaire résidents EXT : Questionnaire résidents EXT : Questionnaire résidents / EXT : Témoignages EXT : Questionnaire résidents / EXT : Témoignages
<b>Qualité de l'emploi dans le lieu (indicateurs de Laeken)</b>	Part d'emplois pérennes Taux de turn-over Rythmes de travail Part des femmes dans équipes / aux postes de décision Ecart de salaires Taux d'accident du travail Participation des salariés aux décisions Actions de formation	INT : Rapports d'activité INT : Questionnaire coordinateurs INT : Questionnaire coordinateurs INT : Organigramme INT : Questionnaire coordinateurs INT : Questionnaire coordinateurs INT : Questionnaire coordinateurs INT : Questionnaire coordinateurs
<b>Pratiques de gouvernance innovantes</b>	Hétérogénéité des membres du CA (âge, statut...)	INT : Rapports d'activité

Part des hommes et des femmes dans instances dirigeantes	INT : Organigramme
Lieu de résidence des administrateurs	INT : Base de données
Modalités de participation à la vie collective	EXT : Questionnaire résidents / EXT : Témoignages
Taux de création d'emploi	INT : Questionnaire coordinateurs
Volume du bénévolat	INT : Budgets des lieux
Règles de prise de décision collective (partage du pouvoir, bienveillance...)	EXT : Témoignages
Nb de « coupe-jarrets » auxquels le lieu a survécu et coût en emplois et en budgets	INT : Questionnaire coordinateurs
Part des résidents qui utilisent les espaces mutualisés / les services mutualisés	EXT : Questionnaire résidents

## 4. Questionnaire coordinateurs des fabriques

### Volet emploi associations porteuses

	A			B			C		
	H	F	ETP	H	F	ETP	H	F	ETP
CDI									
Dont CDI aidés									
CDD									
Dont CDD aidés ou d'apprentissage									
Soit en ETP									
Salariés occasionnels : intermittents, formateurs...									
Soit en ETP									
Stagiaire et services civiques									
Soit en ETP									
Travailleurs indépendants									
Autres pers. rémunérées en droits d'auteurs									
Adhérents									
Administrateurs (CA)									
Dont habitants de l'intercommunalité au CA									
Bénévoles									

Tranches d'âge	A	B	C
< 25 ans			
25-39 ans			
40-54 ans			
> 55 ans			

Pour les salariés en CDI et CDD de plus de 6 mois, merci d'indiquer **la commune et le code postal de leur lieu de résidence** :

Tranches d'âge	A	B	C
Nom commune 1 + CP			
Nbre de salariés y résidant			
Nom commune 2 + CP			
Nbre de salariés y résidant			
Nom commune 3 + CP			
Nbre de salariés y résidant			
Nom commune 4 + CP			
Nbre de salariés y résidant			
Nom commune 5 + CP			
Nbre de salariés y résidant			
Nom commune 6 + CP			
Nbre de salariés y résidant			

## Volet budgets

	A		B		C	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015
Budget annuel						
Part ressources propres						
Part aides et subventions						
Masse salariale						
Contributions VN						
Montant des achats locaux (marchandises, matériel, prestations)						

## Volet activités

	A		B		C	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015
<b>Action territoriale, participation habitants</b>						
Nbre ateliers et stages						
Nbre personnes concernées						
Nbre journées formations (y compris formation professionnelle)						
Nbre personnes concernées						
Nbre projets impliquant habitants (films, parade, soirées...)						
Nbre habitants participant						
<b>Total participants</b>						
Personnes issues du territoire						
Dont enfants < 16 ans						
Dont jeunes 16-25 ans						
Dont séniors						
Dont publics précaires ou fragilisés						
<b>Résidences, mutualisation</b>						
Nbre de structures résidentes						
Soit en nbre de personnes						
Soit en nbre semaines de résidence						
<b>Programmation, diffusion, publics hors festivals</b>						
Nbre de disciplines représentées*						
Nbre de cies, collectifs de SV ou groupes de musique diffusés						
Nbre de cies, collectifs de SV ou groupes de musique accompagnés						
Nbre de spectacles créés dans le lieu (sans y être diffusés)						
Nbre d'artistes exposés ou projetés						
Nbre jours d'ouverture à un public						

extérieur						
<b>Dans les murs hors festivals</b>						
Nbre de spectacles et concerts programmés						
Nbre de représentations programmées						
Nbre d'expositions						
Nbre d'événements programmés (projections, performances, débats, soirées, vernissages...)						
<b>Nbre spectateurs ds les murs</b>						
Nbre de festivals						
Soit en nbre de jours						
Soit en nbre de cles et ens. musicaux diffusés						
Soit en nbre de spectacles						
Soit en nbre de représentations						
<b>Nbre spectateurs festivals</b>						
Nbre manifestations hors les murs						
<b>Nbre spectateurs hors les murs</b>						
<b>Total spectateurs</b>						
Personnes issues du territoire						
Dont enfants < 16 ans						
Dont jeunes 16-25 ans						
Dont séniors						
Dont publics précaires ou fragilisés						

\* Parmi : danse, théâtre, musique/son, cinéma/vidéo, arts plastiques/visuels, théâtre de rue/cirque, autres (art culinaire...)

### Volet partenariats 2015

	A	B	C
Nbre de partenaires de l'art et de la culture			
Nbre de partenaires de l'éducation populaire et jeunesse			
Nbre de partenaires de l'éducation, établissements scolaires			
Nbre de partenaires de l'habitat et de l'urbanisme			
Nbre de partenaires ESS, développement économique			
Nbre de partenaires du médico-social, social et sanitaire			
Nbre de partenaires communautaires et solidarité			
Autres (collectivités locales,			

tourisme, fêtes locales...)			
Nbre de partenariats à l'échelle communale			
Nbre de partenariats à l'échelle intercommunale			
Nbre de partenariats à l'échelle départementale			
Nbre de partenariats à l'échelle régionale			
Nbre de partenariats à l'échelle nationale			
Nbre de partenariat à l'échelle internationale			

## 5. Questionnaire résidents des fabriques

### Enquête auprès des résidents de fabriques artistiques

*Dans le cadre d'un travail réunissant des fabriques artistiques de la Seine-Saint-Denis (Villa Mais d'Ici, Poussières, 6B et Mains d'Œuvres) et d'Aquitaine (AIAA, Gare mondiale et Fabrique Pola), nous menons avec l'association Opale une étude sur les effets des dynamiques collectives sur les parcours professionnels et l'activité économique des résidents de ces lieux, afin de mieux prendre en compte les collaborations et les besoins des professionnels qui y travaillent. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir prendre quelques minutes pour répondre à ce questionnaire commun à nos 7 lieux.*

Seule l'association Opale aura accès aux réponses à ce questionnaire, qui seront utilisées de façon confidentielle et anonyme.

#### Votre activité professionnelle

1. Vous travaillez - : (multi)

Au 6b (Saint-Denis)

A l'AIAA (Roquefort)

A la Fabrique Pola (Bordeaux)

A la Gare mondiale (Bergerac)

A Mains d'œuvre (Saint-Ouen)

Aux Poussières (Aubervilliers)

A la Villa Mais d'ici (Aubervilliers)

2. En quelle année êtes-vous arrivé dans ce lieu ? .....

3. Vous y résidez de manière :

permanente

ponctuelle

Le cas échéant, précisez la durée de la résidence : .....

4. Votre principal domaine d'activité : (multi)

Spectacle vivant

Cinéma et audiovisuel

Arts plastiques et visuels

Artisanat d'art

Livre, écriture

Multimédia, internet

Architecture, urbanisme

Conseil, accompagnement

Autre : .....

5. Précisez la nature de votre activité ou votre métier (exemples : création et diffusion théâtrale, réalisation de documentaires, graphiste...) :

.....

6. Année de création de votre structure ou activité : .....

7. Vous êtes :

- Un travailleur indépendant (si oui, ouverture du volet indépendants)
- Une association loi 1901 (si oui, ouverture du volet entreprises)
- Une structure commerciale (SARL, SAS...) (si oui, ouverture du volet entreprises)
- Une structure de droit public (si oui, ouverture volet entreprises)

**[VOLET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS : s'ouvre selon réponse à la question 7]**

8. Votre situation professionnelle en tant qu'indépendant (plusieurs réponses possibles) :

- Vous bénéficiez d'aides ou d'allocations complémentaires à vos revenus artistiques ou créatifs  
Si oui, indiquez leur provenance (RSA, chômage...) : .....
- Vous exercez une activité salariée en parallèle de vos revenus artistiques ou créatifs
  - en CDD
  - en CDI

Précisez le secteur d'activité : .....

- Vous ne touchez aucun revenu complémentaire à vos revenus artistiques ou créatifs (ni allocations, ni salaires)

9. Le temps que vous consacrez à vos activités artistiques ou créatives :

- L'équivalent d'un plein temps (5 jours par semaine ou plus)
- L'équivalent d'un trois-quarts-temps (3 à 4 jours par semaine)
- L'équivalent d'un mi-temps (2 à 3 jours par semaine)
- L'équivalent d'un quart-temps (1 à 2 jours par semaine)
- Autre (précisez) : .....

10. Votre chiffre d'affaires :

CA 2014 en €	CA 2015 en €

En tant que travailleur indépendant, rémunérez-vous d'autres personnes ?

- Non
- Oui, en salaires

Nombre de personnes concernées en 2015 : .....

Montant de la masse salariale 2015 : .....

- Oui, en droits d'auteurs

Nombre de personnes concernées en 2015 : .....

11. Vous êtes

- Un homme
- Une femme

12. Vous habitez à (commune et code postal) : .....

13. Votre année de naissance :

**[VOLET ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS : s'ouvre selon réponse à la question 7]**

8b. En 2015, votre équipe est composée de :

	Nbre d'hommes	Nbre de femmes	Nbre d'ETP
Contrats à durée indéterminée (CDI) ou équivalents			
Dont contrats aidés en CDI			
Contrats à durée déterminée (CDD) ou équivalents			
Dont contrats aidés en CDD			
Salariés intermittents (employés en CDDU)			
Stagiaires et services civiques			
Travailleurs indépendants			
Autres personnes rémunérées en droits d'auteurs			
Bénévoles			

9b. Pour les salariés en CDI et CDD d'au moins 6 mois, merci de renseigner les tranches d'âge :

Tranches d'âge	Nbre de salariés
< 25 ans	
25-39 ans	
40-54 ans	
> 55 ans	

10b. Pour les salariés en CDI et CDD de plus de 6 mois, merci d'indiquer la commune et le code postal de leur lieu de résidence :

Commune	Code postal	Nbre de salariés y résidant

12b. Quel est le salaire mensuel brut moyen :

- Le plus élevé de votre équipe : ..... € correspondant à .....ETP
- Le plus bas de votre équipe : ..... € correspondant à .....ETP

12b. Vos moyens budgétaires :

	2014	2015
Votre budget annuel		
La part représentée par vos ressources propres dans votre budget		
La part représentée par les aides et subventions dans votre budget		
La masse salariale		

12b. Vous êtes subventionné par :

- La commune où est implanté votre lieu de travail
- L'intercommunalité où est implanté votre lieu de travail
- Le département où est implanté votre lieu de travail
- La politique de la Ville
- D'autres partenaires financiers
- Nous ne recevons pas de subvention

14. Si vous avez des commentaires libres ou des précisions à apporter sur votre activité professionnelle, n'hésitez pas ! (question ouverte)

### La vie du lieu vue par vous

15. Comment prenez-vous part à la vie du lieu (plusieurs réponses possibles) ?

- Utilisation des espaces ou équipements mutualisés. Lesquels ? .....
- Utilisation de services proposés par l'équipe du lieu. Lesquels ? .....
- Participation aux manifestations collectives ouvertes aux publics (expositions, festivals, portes ouvertes, etc.)
- Participation aux réunions et débats internes à l'association du lieu
- Autres modalités (précisez) : .....

16. Pour vous, le lieu où vous travaillez représente : (plusieurs réponses possibles à classer par ordre de priorité)

- Un espace de travail à moindre coût
- Un lieu de convivialité et d'émulation
- Un espace d'échange de savoirs, de formation
- Une communauté de valeurs et d'état d'esprit
- Un laboratoire d'expérimentation de nouvelles pratiques collectives
- Un vivier de compétences, de collaborations potentielles
- Des opportunités de travail, de développement de votre activité
- Un lieu de rencontre avec les publics et les habitants

17. Depuis votre arrivée, vous estimez que travailler dans ce lieu vous a permis : (plusieurs réponses à classer par ordre de priorité)

- De développer économiquement votre activité
- De gagner en visibilité, en notoriété
- D'élargir votre réseau professionnel
- De renforcer vos connaissances et vos compétences
- D'élargir votre réseau personnel et amical

18. Coopérez-vous avec d'autres résidents du lieu ?

- Jamais (*vous pouvez passer à la question...*)
- Rarement (une à deux fois par an)
- De temps en temps (plusieurs fois par an)
- Régulièrement (au moins une fois par mois)

19. Lorsqu'il vous arrive de coopérer, c'est : (plusieurs réponses possibles)

- Sur un projet que vous portez

- Sur un projet porté par d'autres résidents
- Sur un projet porté conjointement par vous et d'autres résidents
- Sur un projet collectif porté par le lieu où vous travaillez (soirée, expo, festival...)
- De manière informelle, sans projet particulier

20. De quelle nature sont ces coopérations ? (plusieurs réponses possibles)

- Echanges d'informations, de connaissances
- Apports gratuits en compétences (coups de main, participations bénévoles)
- Prêts ou don de matériel
- Echanges monétaires (salaires, sous-traitance, co-traitance...)

21. (S'ouvre seulement si oui à la question 19) Si oui, indiquez le volume (en euros) que représentent ces collaborations entre résidents dans votre budget 2015 :

En dépenses (charges de personnel, recours à des prestataires...) : .....

Merci de préciser :

- le nombre de salariés concernés .....
- Le nombre de prestataires concernés .....

En recettes ou en produits (salaires perçus, prestations réalisées, subventions...) : .....

22. Si vous avez des commentaires libres ou des précisions à apporter sur les coopérations que vous développez au sein de votre lieu de travail, n'hésitez pas ! (question ouverte)

### Vos liens et partenariats hors fabrique

23. Fréquentez-vous des fournisseurs ou des commerces à proximité du lieu où vous travaillez ?

- Non
- Oui, pour la restauration
- Oui, pour l'alimentation
- Oui, pour d'autres achats ou services (précisez) : .....

24. Participez-vous à des événements locaux (fêtes, manifestations...) ?

- Non
- Oui. Précisez : .....

25. Tissez-vous des liens avec les habitants du territoire où est implanté le lieu (commune ou communes avoisinantes) ?

- Non
- Oui, ponctuellement
- Oui, régulièrement

Si oui :

- Vous tissez des relations de voisinage avec certains habitants
- Vous animez des ateliers, des stages. Combien en 2015 ? .....
- Vous menez des interventions, des rencontres. Combien en 2015 ? .....
- Vous développez des projets élaborés ou co-construits avec des habitants. Combien en 2015 ? .....
- Autres : .....

Le cas échéant, combien d'heures avez-vous consacré à ces activités en 2015 ? .....

Combien d'habitants ont été concernées en 2015 par ces activités ? .....

26. Entretenez-vous des partenariats avec des acteurs du territoire où est implantée la fabrique où vous travaillez ? (plusieurs réponses possibles)

- Non
- Oui, avec des acteurs de l'art et de la culture. Précisez :
- Oui, avec des acteurs de l'éducation, établissements scolaires. Précisez :
- Oui, avec des acteurs de l'habitat et de l'urbanisme. Précisez :
- Oui, avec des acteurs du sanitaire et social. Précisez :
- Autres : .....

27. Dans quelles communes sont localisés ces partenaires locaux ?

Commune	Nombre de partenaires

28. Spécifiquement dans votre domaine d'activité, vous avez travaillé en 2015 avec des clients et partenaires :

- Locaux. Précisez le nbre de clients et partenaires :
- Départementaux. Précisez le nbre de clients et partenaires :
- Régionaux. Précisez le nbre de clients et partenaires :
- Nationaux. Précisez le nbre de clients et partenaires :
- Internationaux. Précisez le nbre de clients et partenaires :

29. Si vous avez des commentaires libres ou des précisions à apporter sur vos liens et partenariats hors fabrique, n'hésitez pas ! .....

30. Accepteriez-vous d'être recontacté(e) pour un entretien plus approfondi ?

Si oui, merci de nous laisser votre prénom, numéro de téléphone et mail :

.....

**Merci d'avoir pris le temps et la peine de nous répondre.**

## Contacts

Opale

45, rue des Cinq Diamants – 75013 Paris

01 45 65 2000 / [opale@opale.asso.fr](mailto:opale@opale.asso.fr)

-----  
Réalisation : [Cécille Offroy](#)

Avec la collaboration de Luc de Larminat et Priscilla Martin (Opale), Laura Aufrère (Ufisc)

Crédit photographie de couverture : Mains d'Œuvres

Depuis 25 ans, OPALE observe, valorise et outille les associations artistiques et culturelles par des travaux d'études, des publications et des mises en réseau. Depuis 2004, elle porte une mission d'animation et de ressources (Centre de ressources culture) dans le cadre **d'un dispositif de soutien à l'emploi associatif, le DLA (Dispositif Local d'Accompagnement)** dont ont déjà bénéficié plus de 7000 associations culturelles et artistiques.

Retrouvez toutes les ressources d'Opale et du Centre de Ressources culture pour le DLA sur :  
[www.opale.asso.fr](http://www.opale.asso.fr)